

FORUM SOCIAL MONDIAL

MONTREAL
DU 9 AU 14 AOÛT
2016

Changer le monde!

Après l'Amérique latine, l'Asie, l'Afrique, la 12^e édition du Forum social mondial se délocalise pour la première fois en Amérique du Nord depuis sa création à Porto Alegre, au Brésil, en 2001. Durant cinq jours, la ville de Montréal sera l'hôte du plus grand rassemblement altermondialiste. Avec le slogan « Un autre monde est nécessaire, ensemble il devient possible! », des milliers de personnes de la société civile et d'organisations locales ainsi que mondiales vont se réunir, non seulement pour dénoncer la mondialisation économique, mais aussi pour penser la façon de changer le monde en proposant des solutions et des actions concrètes.



ILLUSTRATION TIFEET



Criminalisation:
Des défenseurs
à la rescousse des
populations locales
Page F 5



En éducation,
le combat doit être
mondial *Page F 6*



Stéphanie Guicco,
porte-parole du
Placement à Rendement social
et membre de la Caisse

On investit vos épargnes dans les paradis sociaux, pas fiscaux !

La Caisse d'économie solidaire est l'institution financière
des entreprises collectives et des citoyens engagés
pour une économie sociale et durable.



Contactez-nous ! 1 877 647-1527 caissesolidaire.coop



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

FORUM SOCIAL MONDIAL

Le FSM à Montréal, une première dans un pays riche

Le Forum social mondial (FSM) se déroulera à Montréal du 9 au 14 août. Plus de 1200 activités sont organisées par 1000 groupes de la société civile d'au moins 120 pays. L'objectif des 50 000 participants attendus? Changer le monde.

MARTINE LETARTE

Collaboration spéciale

Au cœur du Mile-End, le petit espace du Forum social mondial commençait à s'animer un peu après 9 h en ce beau matin de juillet. Le coordonnateur Raphaël Canet discutait avec quelques responsables de thématiques. Des palettes étaient empilées dans un coin. Elles serviront pour construire le Village social mondial, sur l'esplanade Clark, dans le Quartier des spectacles. Le défi est de taille: faire de ce rendez-vous altermondialiste tenu pour la première fois dans un pays riche un succès rassembleur et porteur d'espoir.

Si le FSM a osé s'aventurer dans un pays du Nord en 2016, c'est parce que ses bases ont été quelque peu ébranlées dans les dernières années.

«Le FSM, lancé en 2001 à Porto Alegre au Brésil comme une solution de rechange au Forum économique mondial de Davos, se voulait un lieu où les organisations citoyennes se rassemblaient et unissaient leurs forces pour que leurs actions aient plus d'impact», raconte Raphaël Canet, qui participe aux éditions du FSM depuis 2004.

Or, une crise économique mondiale a éclaté en 2008, puis sont arrivés le printemps arabe et le mouvement des Indignés avec Occupy Wall Street en 2011.

«Le FSM a décidé de soutenir le printemps arabe en se tenant à Tunis en 2013 et en 2015, mais il y a quand même eu la prise de conscience que tous ces mouvements sociaux majeurs menés par la nouvelle génération s'étaient organisés à l'extérieur du FSM», explique Raphaël Canet.

On a manifesté la volonté de se reconnecter aux mouvements émergents, et Montréal a sauté sur l'occasion.

«Nous avons eu une grande mobilisation lancée par les jeunes avec le printemps érable, nous avons eu Occupons Montréal et, auparavant, on



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Si le FSM a osé s'aventurer dans un pays du Nord en 2016, c'est parce que ses bases ont été quelque peu ébranlées dans les dernières années.

avait tenu deux éditions du Forum social québécois, indique Raphaël Canet. Des gens de ces différentes initiatives se sont mis à travailler ensemble, et nous avons réussi à obtenir le FSM à Montréal.»

Du problème à la solution?

Dans les cercles altermondialistes toutefois, l'Amérique du Nord est vue davantage comme la source du problème que comme la solution.

«On trouve en Amérique de Nord les États-Unis, une grande puissance impérialiste, et le Canada, le pire des pays en matière environnementale — même si ça devrait changer maintenant! —, avec l'exploitation des sables bitumineux et le fait qu'il est le seul pays à s'être retiré du protocole de Kyoto», affirme Raphaël Canet, également sociologue et professeur en développement international à l'Université d'Ottawa.

Toutefois, il y a des mouvements sociaux importants de différents horizons à Montréal, au Québec, au Canada, ainsi qu'aux États-Unis. Mais, encore en 2016, les groupes de femmes travaillent souvent entre eux, les environnementalistes aussi, tout comme les autochtones et les économistes. De plus, des luttes semblables se font dans différentes régions du monde sans nécessairement qu'il y ait une communi-

cation entre les gens impliqués.

«On souhaite avec le FSM à Montréal rendre encore plus dynamiques ces mouvements, créer des liens entre les groupes et leur permettre de mieux s'entraider, explique le coordonnateur. Ensemble, on peut trouver des solutions de rechange pertinentes localement et à plus grande échelle.»

Les organisateurs du grand événement altermondialiste, soutenus notamment par une subvention du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole du gouvernement du Québec, souhaitent ainsi proposer des solutions concrètes pour changer le monde.

«C'est fondamental pour le FSM de ne pas juste être contre, mais d'être pour, indique Raphaël Canet. On n'est pas seulement contre les changements climatiques, par exemple, on est pour des initiatives concrètes en consommation plus responsable et en énergies propres. On est contre le capitalisme, mais pour une économie sociale et solidaire, qui passe notamment par l'abolition des paradis fiscaux.»

Il croit que l'implication de Montréal, plus globalement du Canada, et même de l'Amérique du Nord peut finalement avoir beaucoup de poids dans la création d'un monde meilleur.

«L'Amérique latine suscitait beaucoup d'espoir pour les progressistes, mais elle est en crise

Conférenciers vedettes

Pour le rendez-vous montréalais, le FSM accueillera plusieurs conférenciers vedettes, dont la figure de proue du mouvement altermondialiste, Naomi Klein. Elle s'est fait connaître en 2000 avec son ouvrage à succès *No Logo*. Il y a deux ans, elle a fait paraître le livre *Tout peut changer*, adapté en documentaire l'an dernier. Le film, tourné dans neuf pays sur cinq continents, suggère d'utiliser la crise des changements climatiques pour améliorer la société.

L'ex-président de l'Uruguay, Pepe Mujica, a aussi confirmé sa présence. «Il a fait partie des gouvernements de la vague de la nouvelle gauche en Amérique latine qu'on a vue apparaître dans les dix dernières années, explique Raphaël Canet, coordonnateur du FSM. Il racontera comment il a réussi à mettre en place des programmes progressistes.»

La cinéaste Manon Barbeau, créatrice de Wapikoni mobile, des studios de cinéma ambulants qu'elle promène dans les différentes communautés des Premières Nations, donnera une conférence avec Melissa Mollen Dupuis, l'une des fondatrices de Idle No More Québec. Elle fait partie de la relève chez les femmes autochtones revendicatrices.

Brûlant d'actualité, le thème du racisme sera aussi abordé avec la présence d'un représentant américain du mouvement Black Lives Matter. La conférence se déroulera à Montréal-Nord, en partenariat avec l'événement Hoodstock.

Pour en savoir plus sur la programmation des grandes conférences:

<https://fsm2016.org/grandes-conferences>.

maintenant avec plusieurs gouvernements de gauche qui tombent, ou qui sont aux prises avec beaucoup de tensions. Même chose pour l'Afrique du Nord. Il y a eu de l'espoir avec le printemps arabe, mais ensuite, de grandes déceptions. L'Europe, n'en parlons même pas! Je crois que c'est à notre tour de porter l'espoir. Puis, je crois que si un pays du G8 décide de changer le système, cela peut avoir un gros impact. Mais, les politiciens ne le feront pas seuls. Ils vont le faire si la population se mobilise pour le demander. Le FSM sera le lieu de convergence pour y arriver.»



CHANGER LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT

Un espace de réflexion stratégique
FSM 2016 | Montréal, UQAM, 315 Ste-Catherine Est

11 août, 18:00-20:00 | Salle Marie Gérin-Lajoie
Grande conférence internationale:
Changer le système, pas le climat

NAOMI KLEIN, auteure et militante
MAITÉ LLANOS, Trade Unions for Energy Democracy
ANNE CÉLINE GUYON, Stop Oléoducs
TADZIO MÜLLER, Rosa Luxemburg Stiftung
CLAYTON THOMAS-MULLER, 350.org
Introduction par Stefanie Ehmsen et Roger Rashi

10 AOÛT

9:00-11:30, DS-510

TRANSITION JUSTE: L'ENVIRONNEMENT ET L'EMPLOI CONTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

Organisé avec la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Serge Cadieux, FTQ
Joanna Kerr, Greenpeace Canada
Sean Sweeney, Trade Unions for Energy Democracy
Manon Massé, Québec solidaire
Mikel Noval, Centrale syndicale basque (ELA)
Roger Rashi, Alternatives

9:00-11:30, RM-130

EXTRACTIVISME, DROITS HUMAINS ET SYNDICAUX EN AMÉRIQUE CENTRALE

Organisé avec la Confédération des syndicats nationaux

Dalila Aleman, Central Sandinista de Trabajadores, Nicaragua
Idale Carcamo, Confederacion Unitaria de Trabajadores, Honduras
Edgardo Mira, Centro de Investigaciones sobre Inversion y Comercio, Salvador
Julio Gonzalez, Colectivo Madreselva, Guatemala

13:00-15:30, RM-130

LA JUSTICE CLIMATIQUE APRÈS PARIS

Tadzio Müller, Rosa Luxemburg Stiftung, Berlin
Tetet Lauron, IBON, Philippines
Sabine Minninger, Pain pour le monde, Allemagne
Kamal Lahbib, Alternatives International/Forum des alternatives Maroc

16:00-18:00, RM-130

Eaux et glaciers transfrontaliers:
UNE AUTRE EXPRESSION DE L'EXTRACTIVISME

Organisé avec OLCA (Chili) et CEICOM (Salvador)

Lucio Cuenca et Carlos Torres, OLCA, Chili
Marcela Escribano, Alternatives

11 AOÛT

9:30-11:30, McGill, Leacock 132

BONDIR ENSEMBLE, CONFÉRENCE SUR LE LEAP MANIFESTO

Naomi Klein et Avi Lewis, Leap Manifesto
Ellen Gabriel, militante Mohawk de Kanesatake
Maude Barlow, Conseil des canadiens
Mike Palecek, Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

13:00-15:30, RM-130

NON AU PIPELINE ÉNERGIE EST

Organisé avec Stop oléoducs et Greenpeace Canada

Patrick Bonin, Greenpeace Québec
Anne Céline Guyon, Stop Oléoducs
Jacqueline Balvet, ATTAC France
Mireille Pelletier, CSN

16:00-18:00, RM-130:

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE:
UN DÉFI POUR LE SUD

Ibrahima Thiam, Rosa Luxemburg Stiftung, Dakar
Alina Saba, Mugal Women's Upliftment Inst., Népal
Carolina Vallejo, Yasunidos Movement, Ecuador
Hamza Hamouchene, GB Platform, Algeria
Tadzio Müller, Rosa Luxemburg Stiftung, Berlin

12 AOÛT

9:00-11:30, RM-130

LA LUTTE POUR LA SURVIE DE LA VILLE MONDIALE

Shivani Chaudhry, Housing and Land Rights Network, Inde

Toñi Vasquez, PAH International, Espagne

Facundo Filippo, ancien législateur de Buenos Aires

Gün Tank, Rosa Luxemburg Stiftung, Berlin

Kazembe Balagun, Rosa Luxemburg Stiftung, New York

9:00-11:30, DS-1520

POUR UNE RÉELLE TRANSITION JUSTE:
RÉSISTER AU CAPITALISME VERT

Organisé avec Réseau écosocialiste

Daniel Tanuro, auteur et militant, Belgique

13:00-15:30, RM-130:

CONFLITS FRONTALIERS ET DROITS DES MIGRANTS DANS UNE PERSPECTIVE GLOBALE

Bilal Aljohari, GADEM

Gerda Heck, Watch-The-Med-Alarmphone

Rosa Nelly Santos, COFAMIPRO

Mostafa Henaway, Centre des travailleurs et travailleuses immigrants

Stefanie Kron, Rosa Luxemburg Stiftung, Berlin

Découvrez les kiosques de la Fondation Rosa Luxemburg et d'Alternatives situés près de la Salle RM-130 à l'UQAM.

Co-organisateurs de cet espace:
La Fondation Rosa Luxemburg et Alternatives

Ateliers et conférences avec traduction simultanée en français, anglais et espagnol

Plus d'information:
www.rosalux-nyc.org/wsf
www.alternatives.ca

Contact média:
horn.claudia@rosalux-nyc.org
roger@alternatives.ca

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
Alternatives
La solidarité en action

FORUM SOCIAL MONDIAL

L'antichambre de la contestation de notre époque

BORIS PROULX

Conçu à l'origine comme le contrepoint du Forum économique de Davos, en Suisse, le Forum social mondial s'est transformé, au fil du temps, en un espace de réflexion qui a accompagné tous les mouvements contestataires de notre époque. De l'émergence de la gauche en Amérique latine aux mouvements Occupy et des Indignés, en passant par le printemps arabe, le FSM arrive à Montréal au moment où la lutte est en pleine remise en question.

Les débuts: organiser l'indignation

Nous sommes au début des années 2000, à la sortie d'un triste moment pour les progressistes. Le socialisme a la mine bien basse depuis la chute du mur de Berlin. La démocratie libérale élitiste et l'économie de marché trônent en rois sur la surface du globe, se réclamant même du seul progrès possible, de la voie unique à suivre. En même temps, les syndicats et autres partis communistes étaient figés, impuissants, dans des structures pyramidales semblables à celles du système capitaliste qu'ils pourfendaient.

C'est dans ce contexte que naît l'improbable révolution du mouvement révolutionnaire. Pierre Beaudet, professeur à l'École de développement international et mondialisation à l'Université d'Ottawa, passionné par l'histoire du Forum, explique qu'alors que chaque côté des Amériques vit sa contestation, le Nord avec les antimondialistes (pensons au Sommet des peuples, à Québec, en 2001) et le Sud avec la vague socialiste qui déferle au Sommet de la communauté des États latino-américains et des Caraïbes, «un pe-

tit groupe de gens, au Brésil, pense que c'est le bon moment de se rencontrer pour faire un contre-sommet à Davos».

Parmi eux, Chico Whitaker, l'un des organisateurs du tout premier sommet de Porto Alegre. Joint à son domicile à São Paulo, il se remémore, dans un français sans faute, les tout premiers débuts. «Le succès a été au-delà de nos prévisions. Nous attendions 2000 personnes, et il en est venu 20 000! Il a fallu s'adapter.» Ce que les organisateurs n'ont pas calculé, à l'époque, c'est l'engouement de simples citoyens, membres d'aucune organisation ni hiérarchie officielle, mais qui ont senti l'urgence d'agir «pour que l'économie redevienne au service des gens». Les espaces de discussion ont dû s'auto-organiser, sans règles précises. «Le Forum, c'est avant tout un processus», explique Chico Whitaker. Un espace de discussion sans ordre du jour imposé, sans rapport hiérarchique, mais plutôt une structure «horizontale» de participants qui ont en commun la poursuite du progrès social. Après un tel succès populaire, les organisateurs ont senti l'obligation de réciter: le Forum social mondial est né.

Les hauts et les bas de la lutte sociale

L'histoire du Forum social mondial n'est pas un long fleuve tranquille. Au contraire, elle a toujours été au diapason des mouvements sociaux du monde, pour le meilleur et pour le pire. Pierre Beaudet décrit les «phases» que le FSM a dû traverser. D'abord, celle des gouvernements socialistes latino-américains. L'enthousiasme suscité par l'arrivée de Hugo Chávez au pouvoir (1999) était encore frais en mémoire au moment du pre-



La ville de Porto Alegre, dans le sud du Brésil, a accueilli le tout premier Forum social mondial en 2001. Chaque édition s'ouvre par une traditionnelle marche rassemblant tous les participants.

« Il nous faut gagner. Sinon, le monde va disparaître. »

Chico Whitaker, un des organisateurs du tout premier sommet, qui a eu lieu à Porto Alegre

mier sommet de Porto Alegre. L'accession de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence du Brésil (2002) n'est d'ailleurs pas étrangère à ce sentiment, selon Chico Whitaker. Le FSM s'est nourri de la vague de gauche sud-américaine, bien ancrée à Porto Alegre pendant quatre éditions (2001, 2002, 2003 et 2005). « Son influence a été très grande en Amérique du Sud », confirme Chico Whitaker, citant l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en Bolivie (2006), « un fils du Forum ».

Jusqu'à présent centré sur l'Amérique latine, le Forum social mondial s'est ensuite exporté en Inde (2004), puis en Afrique subsaharienne (2006, 2007, 2011), intégrant sur son passage de nombreux mouvements sociaux, des revendications féministes à celles des

castes inférieures de l'Inde en passant par les droits LGBT. C'est la phase « heureuse, bouillonnante d'idées et d'initiatives », note Pierre Beaudet. Lâches, la convergence change. Le mouvement altermondialiste se rend compte qu'il doit inclure ces perspectives marginalisées. À la nécessaire inclusion est aussi associée une dilution du message, une perte d'attention envers les objectifs du mouvement, selon Pierre Beaudet. « Le sentiment était qu'on était en train de plafonner. » Des cri-

tiques s'élevaient quant au choix fait à ce moment de ne plus organiser le FSM en même temps que le Forum économique de Davos. « Nous sommes sortis des radars médiatiques à ce moment-là », avance même Chico Whitaker.

« Puis, il se produisit quelque chose d'extraordinaire », s'enthousiasme Pierre Beaudet. La contestation enflamme le monde arabe à partir du printemps 2010 (la Tunisie sera hôte du Forum en 2013 et 2015). Une seconde phase

de contestation balaie aussi le monde occidental, avec les Indignados (Espagne) et Occupy (États-Unis), mouvement dont se revendique aussi la grève étudiante de 2012 au Québec. Tous connaissent le succès en employant les méthodes mises à l'essai lors du FSM: démocratie participative, horizontalisme, décentralisation.

Le FSM de Montréal à la croisée des chemins

Pour une première fois de son histoire, le Forum social mondial se tiendra en Amérique du Nord, dans l'hémisphère de Black Lives Matter ou de Nuit debout. Il se tient au moment où les mouvements sociaux sont à l'heure du bilan: déception des gouvernements de gauche, détournement du printemps arabe et émergence d'un populisme de droite célébrant les privilèges, à la sauce Le Pen ou Trump... L'heure est à l'interrogation, voire à l'anxiété pour la lutte.

« Les derniers mouvements de contestation n'ont pas renversé le pouvoir », constate Pierre Beaudet. On a gagné la bataille de l'opinion publique, mais on n'arrive pas à changer la structure! » Pourtant, les menaces, elles, n'ont pas changé, que ce soit au chapitre de la crise environnementale, des inégalités mondiales, de la guerre permanente ou même de l'armement nucléaire. Optimiste, le cofondateur du Forum, Chico Whitaker, est convaincu que la façon de lutter continue de s'améliorer, au fil des rencontres citoyennes. Le FSM a d'ailleurs fait des petits, alors qu'émergent des forums régionaux, locaux ou même thématiques. « Il nous faut gagner, conclut le Brésilien. Sinon, le monde va disparaître. »

Le Devoir

Le Forum des femmes: place aux luttes féministes

Qu'il soit question de pauvreté, d'environnement, d'économie ou de sécurité alimentaire, qu'on soit au Mexique, au Mali, au Québec ou en Turquie, ce sont toujours les femmes qui sont concernées. Rencontre avec Mélanie Sarazin, présidente de la Fédération des femmes du Québec.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Collaboration spéciale

Il y a plus de 20 ans maintenant, en mai 1995, marchaient des femmes de Montréal jusqu'à Québec. Elles voulaient contrer la pauvreté. Cette Marche du pain et des roses, mise en œuvre par la Fédération des femmes du Québec (FFQ), a donné lieu à la Marche mondiale des femmes, qui se tenait pour une première fois en 2000. Puis, en 2005, naît la Charte mondiale des femmes pour l'humanité. Chacune de ces avancées se fera en étroite collaboration avec le Forum social mondial (FSM). Deux destins indissociables.

La marche comme point d'ancrage

Pourquoi une marche rassemblant 850 femmes qui parcourt 200 km a-t-elle eu tant d'échos et continue-t-elle à en avoir 21 ans plus tard? « Les féministes, de par le monde, avaient besoin de s'ancrer dans quelque chose. On était chacune de notre côté, on rêvait d'un projet féministe de société et on voyait arriver les technologies et la mondialisation, on avait le sentiment que des terres étaient volées au profit d'une économie sauvage. La marche a été le point d'ancrage », affirme Mélanie Sarazin.

Cette initiative québécoise a résonné partout dans le monde et deviendra la Marche mondiale des femmes (MMF) en 2000. Aujourd'hui, on constate que la résonance n'est malheureusement pas la même partout dans le monde: « Au Mozambique, où se trouve le secrétariat international, c'est comme si on en était encore en

1995; le mouvement est encore très jeune, mais très enthousiaste », raconte la présidente. Elle constate, quand elle assiste à des rencontres internationales, que même si le mouvement est en route et irréversible, il n'est évidemment pas rendu au même endroit partout. La dernière rencontre en date, celle des Amériques, qui se tenait au Pérou, en est un bel exemple: « Au Québec, il va de soi que les lesbiennes sont incluses dans le mouvement depuis longtemps. Au Pérou, c'est complètement nouveau, et le sujet est rarement abordé. On peut imaginer les rencontres où les discussions portent sur les questions lesbiennes. Les Péruviennes n'en reviennent tout simplement pas, de combien le Québec est avant-gardiste sur la question. »

Un lieu ouvert

Cette année, le Forum accueillera des militantes de la MMF. « Il y aura une douzaine de femmes de la Coordination des États-Unis de la marche avec qui on travaille étroitement, mais qu'on ne voit pas assez souvent. Il y aura aussi des militantes du Mexique, du Guatemala, du Pérou, et des femmes de différentes communautés autochtones », précise Mélanie Sarazin.

Le FSM est un moment opportun pour échanger entre femmes de partout dans le monde. « C'est pour nous une occasion de voir ce qui se fait ailleurs et de partager ce qu'on fait ici. On y parle des résistances et de la manière dont on mène nos luttes. »

Les militantes de la MMF se sont toujours impliquées dans tous les FSM, et cette année ne fera pas exception, même si le contexte est

« C'est pour nous une occasion de voir ce qui se fait ailleurs et de partager ce qu'on fait ici »

Mélanie Sarazin, présidente de la Fédération des femmes du Québec

très différent. Pour la première fois, le FSM se tient en Amérique du Nord. « Pour de nombreuses femmes, c'est une toute nouvelle occasion de venir dans le Nord. Pouvoir faire partie d'une délégation de féministes en Amérique du Nord, pour elles, c'est très important », renchérit la présidente.

Le FSM réunit différents groupes; on pense aux écologistes, aux altermondialistes et à de nombreux mouvements citoyens qui luttent contre le racisme, l'intégrisme religieux, le capitalisme, etc. Parmi ces groupes, quelle est la place du mouvement féministe? Au FSM, il existe un comité féministe auquel participent la FFQ et la Coordination du Québec de la marche. De plus, différentes actions ont été entreprises pour créer des lieux de convergence féministes, pour participer à des ateliers auto-gérés, etc. « Il y a aussi la Casa Feminista, un espace qui est disponible pour les féministes et tout au long du Forum; on s'y réunit quand bon nous semble. Il va y avoir des prestations artistiques, de la création de bannières pour la marche de clôture, de la bouffe... Ce sera un lieu d'échanges. » Dans cet espace, la FFQ organisera un 6 à 8, où on pourra échanger sur les thématiques de la prochaine marche des



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE
La Marche du pain et des roses, entre Montréal et Québec, en 1995, a donné naissance à la Marche mondiale des femmes en 2000.

femmes. D'autres événements organisés par d'autres groupes auront aussi lieu à la Casa Feminista. C'est l'idée même du Forum, tout y

VOIR PAGE F 4: FEMMES



CHOISIR L'ÉDUCATION

fneeq CSN

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

fneeq@qc.ca



FORUM SOCIAL MONDIAL

FEMMES

SUITE DE LA PAGE F 3

est ouvert, rien n'est vraiment prévu, ce qui donne tout l'espace nécessaire aux possibles. « C'est un peu le bordel, mais on aime ça! Ça nous permet de participer beaucoup », ajoute la présidente.

Trois ateliers de la FFQ

C'est tout de même un peu exagéré de prétendre que rien n'est organisé. La preuve : la FFQ tiendra trois ateliers importants. Le premier atelier, donné par le comité de coordination de la MMF sur la thématique « Libérons nos corps, nos terres, nos territoires », sera composé d'un panel de militantes des États-Unis, du Brésil, du Mexique et des communautés autochtones du Québec. « On tentera de trouver un ancrage à la démarche d'éducation politique et populaire », explique Mélanie Sarazin, qui ajoute que la MMF se construit comme sujet politique et tente d'avoir une influence politique.

Un second atelier, lié au Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), au Collectif des femmes de diverses origines, aux Femmes autochtones du Québec et au Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), se tiendra dans la continuité de la MMF et du projet Des-terres-minées!. « On vient de terminer une tournée du Québec avec Des-terres-minées! afin de voir quels sont les enjeux de tous les projets extractifs. Participeront à l'atelier des militantes engagées dans des luttes souvent au péril de leur vie, sort qu'a connu Berta Cáceres, une militante écologiste hondurienne qu'on a assassinée dans son village le 3 mars dernier pour avoir mené la lutte pour préserver son territoire. Sa fille viendra témoigner de la lutte de sa mère. » Deux militantes de Maliotienam qui ont érigé un barrage sur la 138 viendront elles aussi témoigner de leur expérience.

Le troisième atelier, purement de la FFQ, porte le titre « Vieille au-delà des préjugés ». « La FFQ a un comité de femmes aînées vraiment actives. Elles viennent de mettre au point des outils intéressants pour contrer les stéréotypes liés à la femme vieillissante. » Ce seront ces femmes qui animeront la discussion autour de cette question du défi d'avancer en âge dans une société qui valorise la performance, la jeunesse et la beauté.

On l'aura compris, l'idée au centre du FSM est de créer des liens, des liens internationaux. « On se construit et on consolide un réseau, une adresse courriel à la fois », conclut Mélanie Sarazin.

ACTIVISME

« David est certes petit, mais il est quand même fort! »

Depuis 2013, Stop Oléoduc multiplie les conférences et les actions citoyennes afin de mettre fin au projet de pipeline Énergie Est. C'est David contre Goliath, en somme, comme ça l'est toujours lorsqu'il est question de lutter contre les accords de libre-échange qui se préparent un peu partout sur la planète, ou contre l'extraction de minerai par des multinationales. Mais comme l'union fait la force, croient-ils, tous ces David se rencontreront à Montréal la semaine prochaine à l'occasion du Forum social mondial.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN
Collaboration spéciale

« La majorité des gens qui s'opposent au projet de pipeline le font pour deux raisons, explique Anne-Céline Guyon, coordonnatrice et porte-parole de Stop Oléoduc. D'une part, parce que c'est un envahissement de leur terrain avec des risques de pollution des terres et du fleuve et un véritable danger s'il venait à exploser; d'autre part, parce qu'il n'entre pas du tout dans leur conception de ce que devrait être la transition énergétique. Nous devrions plutôt nous départir de notre dépendance aux énergies fossiles. »

Sans compter que le pétrole bitumineux de l'Alberta est sale, que son extraction et son raffinage produisent énormément de gaz à effet de serre, et qu'on l'envoie majoritairement vers les pays étrangers, ajoute-t-elle.

« L'Europe vient de le déclarer pour pouvoir l'importer, précise-t-elle. Et cela, grâce au fort lobbyisme mené par notre ex-chef de gouvernement, Stephen Harper. »

À lui seul, le mouvement Stop Oléoduc résume merveilleusement bien les raisons pour lesquelles des centaines de citoyens et activistes se regroupent chaque année ou presque au sein du Forum social mondial. Parce que, selon les participants, les États abandonnent leurs peuples au profit des multinationales. Sciemment?

« Il suffit de regarder la sociologie des élites, répond Amélie Canonne, présidente de Stop TAFTA et Stop CETA, les deux accords de libre-échange que l'Union européenne tente d'établir avec, respectivement, les États-Unis et le Canada. Les gens qui négocient du côté des États et ceux qui représentent les multinationales vien-

nent des mêmes mondes, et ils peuvent passer, d'une fois à l'autre, d'un côté à l'autre de la table. Le cas le plus emblématique, ces dernières semaines, c'est celui de l'ex-président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui s'en va travailler pour Goldman Sachs. Devant ce constat, les citoyens doivent plus que jamais se mobiliser, se saisir des sujets, s'ils veulent avoir une chance de faire valoir leurs intérêts. »

« Il y a eu glissement du pouvoir des États, des peuples, entre les mains des grandes entreprises, confirme Pierre-Yves Serinet, coordonnateur national du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), qui s'oppose lui aussi à toute forme de traité de libre-échange. Le secteur privé est consulté lors de la mise en place de politiques publiques qui viendraient restreindre ses intérêts. Mieux, quand des multinationales considèrent que leurs inté-

« Leur seul leitmotiv

[aux multinationales], c'est de faire de l'argent. Et ce n'est pas vrai que cet argent va être redistribué aux populations locales. »

rêts sont brimés par des politiques publiques, ils poursuivent les États pour des milliards de dollars, quitte à les mettre en situation de faillite! Elles ont des droits démesurés, qui sont souvent inscrits au cœur même des traités de libre-échange. »

Des enjeux liés

Extractivisme, libre-échange, pouvoir des multinationales... ces trois enjeux sont donc liés. Ces trois fronts de lutte se retrouveront donc à Montréal afin de coordonner leurs actions. Avec, en toile de fond, le combat de tous contre les chan-



Le pétrole bitumineux de l'Alberta est sale, son extraction et son raffinage produisent énormément de gaz à effet de serre, et on l'envoie majoritairement vers les pays étrangers, selon Anne-Céline Guyon, coordonnatrice et porte-parole de Stop Oléoduc.

gements climatiques.

« Le Forum est là pour saisir comment nos différentes luttes entrent en résonance entre elles pour remettre en question un système néolibéral qui nous mène droit à notre perte, puisqu'il est notamment en train de détruire la planète, indique M. Serinet. Nous allons coordonner des actions pour la rentrée afin de marquer les esprits. Mais nous allons aussi proposer une solution de rechange. »

Proposer une nouvelle façon de mettre l'économie au service des gens, en harmonie avec la planète. Faire en sorte que, tout autour de la planète, les gens « vivent mieux », pas forcément qu'ils « vivent mieux ». Parce que si de nombreuses populations doivent effectivement améliorer leurs conditions de vie, c'est loin d'être le cas partout sur la planète, notamment dans les pays du Nord.

« La question des droits de la personne est fondamentale, affirme Anne-Céline Guyon. Les nations autochtones qui vivent près des sables bitumineux ont des taux de cancer incroyables, par exemple. On peut parler également de tous ces gens qui sont partis travailler pour les pétrolières en Alberta et qui vivent des moments difficiles aujourd'hui du fait de la chute du cours du pétrole. Ils sont de plus en plus nombreux à demander aux gouvernements des aides pour leur reconversion. Ils disent ne plus vouloir travailler



Pierre-Yves Serinet, coordonnateur national du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

pour une industrie qui détruit la planète. »

« Les États vendent les accords de libre-échange à leur population en affirmant qu'ils sont bénéfiques en matière d'emploi et qu'ils améliorent le pouvoir d'achat, indique pour sa part Amélie Canonne. Or, les études démontrent le contraire. On nous répond à cela que les effets seront mesurables sur le long terme et que si les multinationales sont concurrentielles, ça crée forcément de la richesse. Mais pour les vrais gens, le long terme, ça ne veut rien dire. »

« Les multinationales ne s'identifient pas à une nation, un territoire, renchérit Pierre-Yves Serinet. Leur seul leitmotiv, c'est de faire de l'argent. Et ce n'est pas vrai que cet argent va être redistribué aux populations locales. »

Un discours qui sera large-

ment entendu la semaine prochaine au Forum social mondial parmi les participants. Un discours qui, à les croire, est de plus en plus partagé au sein de la société civile.

« Au début de notre mouvement, tout le monde nous disait que nous ne pourrions pas gagner contre Énergie Est, raconte la porte-parole de Stop Oléoduc. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que le pipeline ne passera pas. Entre-temps, nous avons gagné notre combat à Cacouna. Ce n'est pas rien! De plus en plus de gens osent afficher leur opposition. Dans le milieu de la santé, parmi les économistes, au sein de certains syndicats, l'Union des producteurs agricoles (UPA) même! On se rend compte que plus les gens sont informés, plus ils sont contre. Alors, certes, David est petit, mais il est quand même fort! »

lafaec.qc.ca

La FAE est fière de participer activement à plusieurs ateliers du Forum social mondial et d'y défendre les principes et valeurs des 34 000 enseignantes et enseignants qu'elle représente.

LA FAE, ENGAGÉE À PROMOUVOIR :

- un système d'éducation accessible à toutes et tous
- l'égalité hommes-femmes
- l'écocitoyenneté
- les libertés civiles et la justice sociale
- un syndicalisme de combat, ancré à ses membres

Consultez la programmation du Forum social mondial et venez créer l'avenir avec nous!

Pour mieux connaître les positions sociopolitiques de la FAE : lafaec.qc.ca/plateforme-sociopolitique

NOUS CRÉONS L'AVENIR

F
Ae
FÉDÉRATION
AUTONOME DE
L'ENSEIGNEMENT
10 ANS

2016

FORUM SOCIAL MONDIAL

UN AUTRE MONDE EST NÉCESSAIRE

Aidez-nous à faire la différence!

APTS Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

FORUM SOCIAL MONDIAL

CRIMINALISATION

Des défenseurs à la rescousse des populations locales

De nombreuses communautés vivant à travers le monde dans des milieux plutôt défavorisés aspirent à une meilleure qualité de vie; elles sont souvent victimes des multinationales insouciantes de leur sort qui ignorent leurs revendications dans l'implantation mercantile de leurs mégaprojets. Développement et Paix dénonce le traitement réservé aux populations locales dans certaines régions du globe.

RÉGINALD HARVEY
Collaboration spéciale

Anne-Catherine Kennedy, chargée de programme auprès de l'organisme de solidarité internationale Développement et Paix, travaille principalement avec des groupes du Brésil et de la Colombie; elle pose la problématique des enjeux en cause dans ces endroits: «*Fondamentalement, ce que l'on retrouve au départ, c'est l'implantation d'un maldéveloppement. Les acteurs du développement posent un regard sur la situation à partir de la croissance économique et du produit intérieur brut (PIB).*»

L'argent est considéré comme la panacée à tous les maux «*sans que l'on tienne compte de la qualité de vie ni du bien-être des gens et des populations, qui ont droit à une éducation adéquate, à des soins de santé convenables, à des emplois équitablement rémunérés, à des logements salubres et à un environnement sain.*»

Il est illusoire de croire que la croissance économique et la création d'emplois apportent une solution miracle: «*Ça ne fonctionne pas de cette façon, parce qu'on se retrouve avec des environnements où il existe parfois des exploitations sauvages de ressources naturelles depuis des décennies; on y voit un grand nombre de richesses quitter le territoire sans que les populations locales aient pu bénéficier de celles-ci.*» Telle n'est pas la solution, car en agissant de la sorte, «*on concentre la richesse dans les mains de certains individus et de certaines entreprises au détriment de ces populations.*»

Les gens qui vivent dans ces endroits travaillent dans des conditions précaires, et leur santé est mise à dure épreuve dans l'accomplissement de leurs tâches; ils en prennent conscience, mais on tente de les faire taire: «*On les retrouve dans des mines, où ils sont exposés à des produits dangereux. Ils vivent dans des*

conditions misérables, leurs maisons sont polluées et leurs enfants tombent malades.»

Une prise de conscience rabrouée et achetée

Ils en viennent donc à s'interroger et à remettre en question toutes les promesses qu'on leur avait fait sur la richesse collective dont ils seraient les bénéficiaires et sur leur qualité de vie, censé s'améliorer: «*Quand les gens commencent à se plaindre, c'est à ce moment que la criminalisation et la répression apparaissent à l'encontre des individus et des dirigeants des mouvements ou des organisations.*»

Au départ, on tente d'étouffer les critiques en achetant les individus pour qu'ils convainquent les populations du bien-fondé d'un tel modèle; par la suite, les collectivités servent d'appât: «*On met en avant de petits projets, comme la construction d'un terrain de football dans une communauté appauvrie ou encore l'installation d'un petit centre de santé là où il n'en existe pas.*»

M^{me} Kennedy s'insurge: «*Ils ont besoin de ces services, mais ils devraient leur être fournis par l'État; ils y ont droit et ça ne devrait pas être un cadeau ou un don en provenance d'une compagnie en échange de leur silence par rapport à des violations de droits ou de normes du travail et environnementales.*»

Elle remet en question une sorte de déresponsabilisation de l'État: «*Celui-ci, dans bien des cas, dispose de beaucoup d'argent, même dans des pays où il existe de grandes inégalités et beaucoup de pauvreté. Le problème, c'est que cet argent est fréquemment mal dépensé et qu'il y a beaucoup de corruption.*»

Criminalisation à outrance

Les mouvements de défense des droits de la personne sont victimes d'une répression qui prend différentes formes, comme le rapporte



Anne-Catherine Kennedy (à droite) en compagnie d'une représentante du COCOMACIA (Conseil communautaire majeur de l'Association paysanne de l'Atrato), un partenaire de Développement et Paix, dans le département du Chocó en Colombie

Anne-Catherine Kennedy: «*On les mate en les criminalisant, mais ce n'est pas la seule façon de le faire. On les stigmatise aussi, et il existe de plus la violence physique et le harcèlement qu'on exerce envers les gens.*»

Quant à la criminalisation elle-même, «*elle se produit par la non-application de certaines lois ou par l'application injuste ou inégale de celles-ci. On s'attaque à un paysan, mais pas à un grand propriétaire terrien qui pollue, qui contamine et qui exploite ses travailleurs.*»

Elle se penche sur un autre aspect de la question: «*Il y a aussi des lois qu'on crée expressément pour être en mesure de criminaliser des mouvements. On voit, de plus en plus, des États qui, dans les Amériques, ont approuvé des lois antiterroristes au langage très flou et vague, ce qui sert à rendre illégale la protestation sociale ou le désaccord avec des modèles de développement économique.*»

Dans de tels cas, «*on assure que c'est le bien commun qui est en jeu, que c'est le progrès et le projet de l'État qui sont remis en cause. Si on proteste contre cela, par conséquent, on est contre la démocratie, contre la loi et contre l'État lui-même;*

on devient un ennemi de celui-ci, parce qu'on ose s'opposer à un modèle qui ne correspond pas aux aspirations des populations locales.»

Briser l'isolement

Il importe de sensibiliser d'abord ces populations à l'existence de leurs droits, selon elle: «*Les gens exclus, appauvris ou marginalisés ne les connaissent pas dans bien des cas; ils savent qu'ils vivent mal, mais ils ne comprennent pas nécessairement toujours pourquoi ni comment faire pour arriver à mieux vivre.*»

En adhérant à des mouvements, «*ils en viennent à aspirer à tous les droits dont ils font l'apprentissage et qui leur sont promis et garantis dans la Constitution; ils se basent beaucoup sur celle-ci. Au Brésil, par exemple, en vertu de la Constitution de ce pays, pour les paysans, il y a le droit à la santé, à l'éducation, à du travail et à un logement digne. C'est également le droit de pouvoir travailler la terre pour en vivre.*»

Elle croit donc fermement que les gens prennent davantage connaissance de leurs droits en se regroupant et en s'organisant au sein de mouvements.

RÉFUGIÉS

Un apport précieux pour le Québec

Les réfugiés syriens et les nouveaux arrivants de divers pays représentent un formidable apport pour le Québec, constate une spécialiste de l'intégration... elle-même s'avère un bel exemple de réussite.

CLAUDE LAFLEUR
Collaboration spéciale

La première chose que veulent faire les réfugiés syriens en arrivant au Québec, c'est de s'intégrer à notre société. À cette fin, leur première requête est d'apprendre le français. Voilà ce qu'observe Anait Aleksanian, directrice générale du Centre d'appui aux communautés immigrantes (CACI).

Dans le cadre du Forum social mondial, elle fera part de son expérience de terrain. «*La mission du CACI, c'est l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants et des réfugiés*», indique-t-elle.

«*Depuis la décision du gouvernement Trudeau d'accueillir 25 000 réfugiés syriens, nous en avons profité pour en parer 800, précise M^{me} Aleksanian. Et durant l'année 2015-2016, nous avons fourni des services d'accompagnement et d'intégration à 2360 réfugiés syriens.*»

C'est ainsi que tout nouvel arrivant se voit offrir une séance intitulée «*Première démarche d'installation*», sur la façon de trouver un logement, où appeler en cas d'urgence, comment obtenir sa carte d'assurance maladie et d'assurance sociale, l'allocation pour ses enfants, etc. Puis, chacun suit une séance nommée «*Objectif intégration*», liée au marché du travail. Le CACI offre ensuite une foule de cours de français à temps partiel ou complet, le matin, l'après-midi, le soir...

«*C'est très motivant de travailler avec les réfugiés syriens, poursuit M^{me} Aleksa-*

nian, puisque, malgré toute l'horreur qu'ils ont vécue, ils ont une capacité de résilience extraordinaire. En fait, je puis affirmer qu'ils vont très vite s'intégrer à notre société et que le Québec sera enchanté de leurs contributions.»

Exemple d'intégration

Anait Aleksanian s'avère elle-même un bel exemple d'intégration. D'origine arménienne et arrivée de Russie en 1997, elle parle aujourd'hui un français impeccable (avec un petit accent tout à fait charmant).

«*Pourtant, confie-t-elle, lorsque j'ai commencé à suivre des cours de français, j'ai pleuré! J'ai pleuré parce que je me disais que jamais je ne parviendrais à apprendre le français, puisque je ne comprenais rien! Vous savez, le russe et l'arménien — les deux langues que je parle — n'ont rien à voir avec le français. Ça a été difficile... mais aujourd'hui, on me dit que je parle russe avec un petit accent*», lance-t-elle en éclatant de rire.

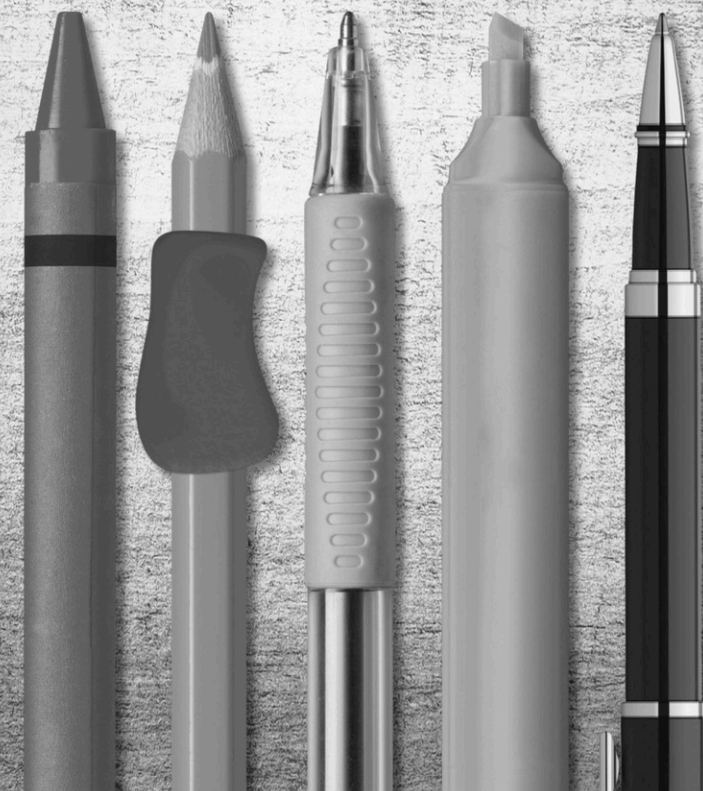
Comme nombre d'immigrants, elle témoigne ainsi de la qualité des nouveaux arrivants que nous accueillons. «*J'ai un bac en enseignement et une maîtrise en psychologie, dit-elle, et, arrivée ici, j'ai eu la piqûre pour le milieu communautaire. Je me suis dit que ce serait dans ce milieu que j'allais m'épanouir. Je consacre donc ma vie professionnelle à l'intégration socioprofessionnelle des nouveaux arrivants dans leur société d'accueil.*»

Elle souligne au passage

VOIR PAGE F 7 : RÉFUGIÉS

TOUT LE MONDE MÉRITE UNE CHANCE ÉGALE d'écrire son avenir.

VEenez NOUS VOIR À L'ESPACE ÉDUCATION ET AU QUARTIER OUVRIER DURANT LE FSM



Centrale des syndicats du Québec



lacsq.org

FORUM SOCIAL MONDIAL

ÉDUCATION

Résister aux dérives

Le système d'éducation québécois a sévèrement été frappé par les mesures d'austérité du gouvernement libéral: celui qui apparaissait comme un joyau issu de la Révolution tranquille et qui était devenu le fer de lance d'un Québec en mouvement tourné vers l'avenir a subi un profond déclin. Vision syndicale sur la résistance aux dérives dans la gestion des établissements et des réseaux d'éducation.

RÉGINALD HARVEY

Collaboration spéciale

Après avoir été précédemment vice-présidente de la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN), Marie Blais est retournée à l'enseignement et est devenue présidente du Syndicat des chargés de cours de l'UQAM en 2013. Actuellement, le monde universitaire est aux prises avec une sérieuse menace, qui fait en sorte que l'administratif risque de prendre le pas sur l'académique. Elle s'interroge: «Est-ce que la commission des études va toujours avoir autant de pouvoir? C'est le grand questionnement qui se pose, et c'est sur ce plan que se font nos inquiétudes.»

Les universités ont subi des compressions qui ont davantage touché certains secteurs: «C'est le cas de celui des arts et de celui des sciences humaines. Entre guillemets, ce sont les secteurs moins rentables qui sont plus vulnérables. Dans le futur, est-ce qu'on risque donc de voir disparaître la philosophie, les sciences religieuses ou les arts? Je ne sais trop, mais je me pose des questions.»

En contrepartie, une telle démarche se déroulera «peut-être au profit des domaines plus proches de l'entreprise, comme celui de la gestion». Pour contrer cette tendance lourde, la présidente prône la collégialité: «On en veut davantage. On veut que la communauté universitaire puisse se mobiliser sur des dossiers; ça ne tient pas debout de réduire les heures de bibliothèque le dimanche ou de financer certains immeubles.»

Pour faire face à la dérive causée par les compressions, elle invite à la solidarité et fait appel aux divers syndicats et à la communauté étu-

diane: «Il faut revenir à une vision plus humaniste de l'université. Dans le milieu, on est inquiets pour l'enseignement et pour la recherche. Ce sont les fondements mêmes de l'université qui risquent d'être remis en cause.»

Il importe donc de faire comprendre à tout un chacun les préoccupations du milieu, ce que soutient Marie Blais: «On relève un défi d'éducation, et le Forum social mondial nous fournit une tribune. Ce qui se passe au Québec se passe partout: on va donc mettre ensemble nos façons de résister.»

Une approche basée sur le quantitatif

Mario Beauchemin est vice-président de la Centrale des syndicats du Québec et situe de cette manière les dérives en éducation: «Elles remontent aux années 2000, et plus particulièrement à 2002, alors que le ministre de l'Éducation de l'époque imposait aux cégeps et aux écoles des plans de réussite avec des cibles chiffrées sans obligation de moyens.»

Ce fut la première étape, qui allait être suivie d'une autre plus importante, en 2008: «La loi 88 imposait alors les conventions de gestion. À ce moment, on a véritablement demandé aux écoles et aux commissions scolaires d'avoir des cibles chiffrées sur la réussite des élèves. On parle ici d'une approche très anglo-saxonne axée sur le quantitatif.»

Pour atteindre cet objectif de réussite, la CSQ prône l'apport de moyens d'une autre nature: «On a besoin d'une approche beaucoup plus globale: il faut établir un bon climat d'apprentissage dans l'école et il faut que les enseignants disposent de temps à consacrer à chaque élève.» Quant aux compressions budgétaires, elles ont eu pour effet de réduire le nombre de professionnels.

Après une analyse rigoureuse de la loi 88 par la CSQ, M. Beauchemin rapporte ce qui s'est passé pour enrayer les effets néfastes «d'une approche comptable de l'Éducation»: «On a publié des brochures à l'attention des enseignants, du personnel de soutien, des professionnels et des directions d'établissement, afin de tenter de leur démontrer qu'il fallait résister le plus possible à cette démarche ministérielle.»

Et il ajoute que ces brochures proposaient de plus diverses mesures, qui sont toujours d'actualité dans le cadre de la réussite scolaire, parmi lesquelles il cite l'égalité des chances pour tous dès l'entrée en maternelle, la mise sur pied de classes de maternelle dès 4 ans, des services mieux adaptés pour les élèves handicapés, aux prises avec un déficit d'attention ou des difficultés d'apprentissage, et l'amélioration des conditions d'exercice de la profession du personnel dans les écoles.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'administratif risque de prendre le pas sur l'académique dans le monde universitaire.

«Entre guillemets, ce sont des secteurs moins rentables qui sont plus vulnérables. Dans le futur, est-ce qu'on risque donc de voir disparaître la philosophie, les sciences religieuses ou les arts? Je ne sais trop, mais je me pose des questions.»

Marie Blais, vice-présidente de la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN)



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«On doit quelque chose au mouvement étudiant, lance Jean Murdock, de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) et coordonnateur au comité autogéré sur l'éducation du FSM. Les jeunes étaient dans les rues, nous ont montré que la mobilisation est possible. On doit maintenant mener des actions.»

Le combat doit être mondial

BORIS PROULX

Plus de quinze ans après la mise en place des Objectifs du millénaire de l'ONU, il demeure que 57 millions d'enfants dans le monde sont toujours privés d'éducation primaire, ce qui maintient les plus démunis dans le cycle de la pauvreté. En plus du problème d'accessibilité à l'école, on peut aussi ajouter celui de la «marchandisation» de l'éducation, qui provoque la perte de qualité, l'ingérence du privé dans les contenus et la multiplication des «vitesses» du système scolaire. La grande conférence sur l'éducation du Forum social mondial (FSM) de Montréal, intitulée «Une éducation de qualité pour toutes et tous partout: du rêve à la réalité», est un rappel qu'en matière d'éducation, la lutte est loin d'être terminée.

Le combat commun du Nord et du Sud contre la privatisation

L'éducation représente «un investissement dans l'humain et dans sa capacité à penser, à décider, à agir et à se protéger dans l'avenir». C'est du moins la vision d'Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali et invitée d'honneur de la grande conférence sur l'éducation du FSM. Elle note que les luttes contre l'austérité en matière d'éducation comme celles que connaît le Québec en ce moment s'inscrivent dans un contexte mondial de réduction des efforts publics. «Il y a beaucoup de similitudes entre les situations [du monde]. Les luttes convergent quand il s'agit des préjudices liés aux politiques néolibérales.»

Lex-ministre malienne pointe du doigt les impératifs de rigueur économique imposés par les grandes puissances aux nations moins favorisées. «La quasi-totalité des pays africains est aux prises avec les conséquences du consensus de Washington, qui rime avec moins d'État et plus de privé. L'État, dessaisi de la prérogative de l'éducation, sous-traite avec des acteurs privés généralement motivés par le profit et rien d'autre. Les conséquences sont catastrophiques. Les exclus sont nombreux pendant que les «entrepreneurs scolaires» s'enrichissent», explique l'auteur de nombreux livres critiquant les nouvelles formes d'oppression, dont *Viol de l'imaginaire* (2002), *L'Afrique humiliée* (2008) et *L'Afrique mutilée* (2012).

Même son de cloche chez Sergio Haddad, directeur de l'organisation brésilienne Ação Educativa («Action éducative»). «Après la crise économique de 2008, certains gouvernements ont saisi l'occasion pour effectuer des coupes budgétaires aux systèmes d'éducation afin de faire une plus grande place au privé. Ils nient le droit



GEORGES GOBET AGENCE FRANCE-PRESSE

Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali et invitée d'honneur de la grande conférence sur l'éducation du FSM

fondamental de la personne à l'éducation», croit le professeur de l'Université de São Paulo, qui sera également entendu lors de la grande conférence sur l'éducation.

Au Québec, les syndicats et militants ont pour cible cette même idéologie néolibérale dans leur analyse du système éducatif. «On est dans une dynamique mondiale», affirme Jean Murdock, de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) et coordonnateur au comité autogéré sur l'éducation du FSM. Il voit des luttes communes entre les parents engagés dans «Je protège mon école publique» au Québec et les professeurs de Chicago qui, de l'autre côté de la frontière, se battent contre les tests de rendements imposés par leur gouvernement. Ces groupes seront représentés dans les différents ateliers de l'Espace éducation du Forum (du 10 au 12 août) et pourront échanger notamment sur les défis communs en matière d'éducation.

La marchandisation idéologique de l'éducation

«On peut voir les solidarités. On est tous pris dans le même contexte: le privé s'immisce à l'intérieur du domaine public», résume Jean Murdock.

Cela a des conséquences sur l'accessibilité, mais aussi sur le contenu enseigné, croit Sergio Haddad, qui cite l'exemple de son pays. «On ne parle que de commerce, que de marché! Les écoles se font dire d'enseigner uniquement les matières qui ont une valeur marchande». «Après la crise économique de 2008, certains gouvernements ont saisi l'occasion pour effectuer des coupes budgétaires aux systèmes d'éducation afin de faire une plus grande place au privé. Ils nient le droit

sil quant à l'avenir. Nous sommes engagés dans un processus de résistance contre le néolibéralisme.»

Critiquant aussi cette tendance «productiviste et consumériste» des systèmes d'éducation de son continent, l'ancienne ministre Aminata Traoré constate qu'au Mali, le financement extérieur de l'école dicte le cursus et renforce le néocolonialisme.

«L'éducation est aliénation et recolonisation quand elle dépend de financement extérieur et que son contenu obéit aux exigences des bailleurs de fonds, s'insurge-t-elle. La lutte [pour l'éducation] doit être mondiale.»

Au Québec, cette lutte contre la marchandisation de l'éducation concerne principalement l'éducation collégiale et unifiée.

«On est tous pris dans le même contexte: le privé s'immisce à l'intérieur du domaine public»

universitaire, croit le syndicaliste Jean Murdock. «Les gens se mobilisent bien pour le primaire et le secondaire, mais au postsecondaire, c'est là que se fait le plus sentir la marchandisation de l'éducation.» C'est, justement, ce que dénonçait le mouvement étudiant en 2012, lors du «printemps érable». «On doit quelque chose au mouvement étudiant, lance Jean Murdock. Les jeunes étaient dans les rues, nous ont montré que la mobilisation est possible. On doit maintenant mener des actions.» Il ajoute que le mouvement syndical québécois a l'ambition d'utiliser l'exemple du mouvement étudiant pour préparer la prochaine lutte pour l'éducation publique. «Le FSM sera un bon moment pour la réflexion, mais aussi pour la coordination des actions.» Il s'attend, finalement, à ce que ressorte du Forum une stratégie pour que l'éducation devienne un enjeu électoral au Québec pour 2017.

SCFP

Syndicat canadien de la fonction publique FTQ

POUR LA PROTECTION ET L'AMÉLIORATION DES SERVICES PUBLICS: LE PLUS GRAND OUTIL D'ÉGALISATION SOCIALE.

scfp.qc.ca @SCFPQuebec SFCF-Québec SFCF-Québec

FORUM SOCIAL MONDIAL

SYNDICATS

Une occasion de rappeler les enjeux du monde du travail

PIERRE VALLÉE

Collaboration spéciale

Le Forum social mondial pourra compter sur une importante présence du monde syndical québécois. En effet, les grandes centrales syndicales, en plus d'appuyer financièrement l'événement, ont invité leurs fédérations affiliées à y participer en organisant diverses activités.

«Le cœur de la présence syndicale se fera sous le chapiteau du monde du travail, où les différentes organisations syndicales y auront pignon sur rue, précise Jacques Létourneau, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). De plus, les différentes fédérations syndicales organiseront tout au long du Forum plusieurs activités sur une foule de sujets concernant le monde ouvrier. Il est trop tôt pour en faire l'inventaire aujourd'hui, mais on peut être assuré que l'offre sera généreuse et variée. Un des thèmes qui seront certainement abordés est ce que l'on nomme la 4^e révolution industrielle, qui pose de nombreux défis aux syndicats et au monde ouvrier en général. Le Forum sera pour nous une occasion de soulever un débat à ce sujet.»

C'est aussi la première fois que le Forum social mondial, dont la première mouture remonte à 2001, à Porto Alegre, au Brésil, se tient dans un pays qui n'est pas situé dans l'hémisphère Sud, mais plutôt au nord, et de surcroît dans une contrée fortement industrialisée, en l'occurrence le Québec. Les centrales syndicales ont-elles un rôle à jouer dans la tenue au Québec du Forum social mondial? «En ce qui concerne la CSN, nous n'avons pas fait de lobbying actif à ce sujet, poursuit Jacques Létourneau. En fait, je crois que l'initiative revient surtout aux citoyens et aux militants québécois, déjà impliqués dans les forums sociaux, qui ont su convaincre le comité international du bien-fondé de tenir l'événement en sol québécois. Leur principal argument fut de démontrer que le Québec dispose d'une société civile forte et organisée. Le régime social que les citoyens se sont donné à travers l'État, le haut taux de syndicalisation au Québec, la forte présence du coopératisme et de l'économie sociale en sont les preuves.»

Nouveaux enjeux

Pour Louise Chabot, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), le Forum social présente l'occasion d'aborder de front les nouveaux enjeux du monde du travail. «Ce



Le salaire minimum en vigueur aujourd'hui est devenu insuffisant et ne permet plus à ceux qui en vivent de répondre même à leurs besoins essentiels, selon la présidente de la CSQ, Louise Chabot.

n'est pas seulement une occasion pour les organisations syndicales de se saisir de ce dossier, croit-elle, mais aussi pour l'ensemble du monde ouvrier. Je pense à la question du salaire minimum, notamment la fameuse hausse à 15 \$ l'heure, de plus en plus réclamée. Il est évident que le salaire minimum en vigueur aujourd'hui est devenu insuffisant et ne permet plus à ceux qui en vivent de répondre même à leurs besoins essentiels.»

Les normes minimales du travail seront aussi un autre sujet de débat. «Les normes minimales du travail ont été mises en place pour la plupart dans les années 1950 et 1960 et ne tiennent pas compte des nouvelles réalités du monde du travail, que sont les emplois atypiques et à statut précaire et le travail autonome. Plusieurs travailleurs qui sont dans ces situations ont peu ou pas de protection. Il serait peut-être temps d'envisager des mesures comme une assurance salaire, par exemple. Et deux semaines de vacances payées, en 2016, ce n'est pas très généreux.»

L'accès à la négociation et les politiques d'austérité — issues du néolibéralisme pratiqué aujourd'hui par de nombreux pays — seront aussi parmi les sujets traités. «On est chanceux



Jacques Létourneau, président de la CSN

au Québec avec notre forte syndicalisation, mais ce n'est pas le cas dans de nombreux pays. Et même dans les pays où la syndicalisation est présente, comme aux États-Unis, on remarque une forte croissance des mouvements antisindicaux. L'accès à la négociation, donc à la syndicalisation, est le seul moyen pour améliorer les conditions des travailleurs et d'assurer le maintien d'une classe moyenne forte. Quant aux politiques d'austérité, qui causent du tort partout où elles sont appliquées, surtout pour les jeunes, les syn-

dicats doivent servir de rempart afin de lutter contre ces mesures néolibérales.»

Faire du Forum un succès

S'il est intéressant de tenir un Forum social mondial au Québec, encore faut-il en faire un succès. «Je crois que nous avons tout ici au Québec pour réussir ce Forum social mondial, croit Jacques Létourneau. La CSN a participé à toutes les éditions du Forum social mondial qui se sont tenues, et j'ai remarqué que ceux qui fonction-



Louise Chabot, présidente de la CSQ

nent le mieux sont toujours ceux qui se tiennent dans un pays où il y a une société civile forte. Et c'est le cas du Québec.»

Mais comment mesure-t-on le succès d'un tel événement? Une forte participation est-elle l'unique barème? «Dans un événement comme le Forum social mondial, les enjeux sont connus d'avance, tout comme les principaux acteurs. Le dialogue est important, mais ce qui compte, selon moi, et qui assure la réussite de l'événement, c'est que ce dialogue se traduise ensuite par une plus grande mobi-

lisation dans la société civile.»

Et pour ce faire, cette mobilisation a besoin d'un point de convergence. «Et je crois que le point de convergence, cette année, pourrait bien être la question environnementale. On voit l'importance que cela prend actuellement au Québec, avec l'opposition au pipeline de TransCanada et aux forages à Anticosti. De plus, tous les pays et les sociétés se heurtent aux changements climatiques. Il me semble que tout est propice à ce que l'environnement devienne le sujet de convergence.»

RÉFUGIÉS

SUIITE DE LA PAGE F 5

l'«extraordinaire société québécoise». Ainsi, raconte-t-elle, lorsque le CACI a annoncé son intention d'accueillir des réfugiés syriens, «la quantité d'appels et de courriels qu'on a reçus de personnes qui nous demandaient "qu'est-ce qu'on peut faire? de quoi ont-ils besoin? peut-on les accompagner? ont-ils besoin d'un frigo, d'un camion?... C'a été une mobilisation absolument extraordinaire, quelle sensibilité, quelle collaboration!»

Intégration rime avec francisation

On pense souvent que les nouveaux arrivants ne désirent pas apprendre le français, rappelle Anait Aleksanian. «Eh bien, non, c'est tout à fait faux, tranche-t-elle. Bien au contraire, ils veulent apprendre notre langue, et c'est même la première chose qu'ils nous demandent: s'inscrire à des cours de français.»

Le CACI accompagne ainsi quelque 13 000 personnes par année. «Auparavant, les nouveaux arrivants provenaient principalement d'Algérie, puis du Maroc, ainsi que des pays d'Afrique et d'Europe de l'Est, dit-elle. Mais cette année, le premier pays, c'est la Syrie, puis l'Algérie, le Maroc, le Cameroun, Haïti, la Côte d'Ivoire, la Tunisie, le Liban et la Chine.»

Elle précise également que ceux-ci ne désirent pas apprendre l'anglais, puisqu'ils sont conscients de vivre dans une société francophone. Ils ont aussi conscience que, pour trouver un emploi, il faut parler français. En plus, ils veulent pouvoir accompagner leurs enfants dans leurs études... à l'école francophone.

Pour la directrice du Centre d'appui aux communautés immigrantes, le Forum social mondial sera une belle occasion de voir comment d'autres collègues et organismes travaillent, ainsi que de leurs bons coups. «Peut-être ont-ils développé des programmes ou des approches auxquels on n'a pas songé et dont on pourrait s'inspirer pour améliorer nos services? pose-t-elle. Et, bien sûr, on va aussi partager notre expertise.»



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

«C'est très motivant de travailler avec les réfugiés syriens, assure Anait Aleksanian, directrice générale du Centre d'appui aux communautés immigrantes, puisque, malgré toute l'horreur qu'ils ont vécue, ils ont une capacité de résilience extraordinaire.»

BANDE DE RÊVEURS

Le taux de jeunes inscrits au secondaire a augmenté de 17 % en 12 ans dans les pays en développement. Nos rêves deviennent réalité.

VENEZ CHANGER LE MONDE AVEC NOUS DANS L'ESPACE JEUNESSE DU FSM.



OXFAM
Québec

FORUM SOCIAL MONDIAL

La jeunesse au cœur du Forum

CATHERINE GIROUARD

Collaboration spéciale

Au Forum social mondial, la jeunesse n'est pas qu'un thème : elle est partout. Présente en amont, en aval, et au cœur de l'événement, tout autant parmi ses organisateurs et ses conférenciers que ses participants, le FSM veut donner la parole et la place aux jeunes du monde.

La moitié de la population mondiale a moins de 30 ans. Parmi ces jeunes, 90% vivent dans des pays en développement. « Les jeunes sont très nombreux à être touchés par la pauvreté et les inégalités », affirme d'emblée Geneviève-Gaël Vanasse, coordonnatrice des programmes à Oxfam-Québec et facilitatrice du Comité Espace jeunesse (CEJ), un regroupement d'une quarantaine d'ONG et de citoyens engagés à faire rayonner la jeunesse au sein du Forum. Il faut mettre la voix des jeunes en valeur.

« Les jeunes sont et peuvent être encore davantage un levier de changement très fort dans le monde », continue M^{me} Vanasse. Montréal est d'ailleurs hôte du FSM cette année en partie grâce à ses jeunes, fait-elle remarquer. Alors que les enjeux entourant la jeunesse sont au cœur de l'événement, la mouvance étudiante présente au Québec depuis le printemps érable a joué en faveur de la candidature de la métropole parmi tous les pays en lice.

Contrairement aux préjugés souvent véhiculés sur les jeunes, ceux-ci sont nombreux à vouloir s'impliquer, selon la facilitatrice du CEJ. « Les jeunes veulent être entendus », affirme-t-elle. Il y a un fort mouvement depuis cinq ans, entre autres en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique. Les jeunes revendiquent leur place dans les pouvoirs décisionnels.

Elsa Mondésir, nouvellement bachelière en études internationales et stagiaire pour le FSM chez Oxfam-Québec,



RAPHAËL CANET

« Les jeunes sont et peuvent être encore davantage un levier de changement très fort dans le monde », déclare Geneviève-Gaël Vanasse, coordonnatrice des programmes à Oxfam-Québec et facilitatrice du Comité Espace jeunesse.

abonde dans le même sens. « Il y a énormément de jeunes qui ont envie d'apprendre et qui sont prêts à s'investir corps et âme, s'enthousiasme la jeune femme de 23 ans. C'est l'un des aspects les plus inspirants pour moi, dans toute cette expérience. »

Les jeunes en amont du Forum

Les jeunes ont été impliqués dans tout le processus du FSM. Grâce aux initiatives du Comité Espace jeunesse, plusieurs activités ont été organisées en amont du Forum autant avec des jeunes du primaire que des universitaires. « Le FSM, c'est un processus dans le temps, avec plusieurs étapes préalables de prises de conscience, d'ateliers et de réflexions qui mènent ensuite à l'événement », fait valoir Geneviève-Gaël Vanasse.

Des milliers de jeunes de 18 à 35 ans ont alors pris part aux diverses activités du Parcours de l'engagement organisé par Oxfam-Québec, les YMCA du Québec, l'Institut

du Nouveau Monde, Humanité unie et Mikana. Ce qui ressort de ces échanges : les jeunes sont particulièrement interpellés par les enjeux entourant l'évasion fiscale, le partage de la richesse, l'accès universel et gratuit à l'éducation, l'accès au marché du travail et toutes les questions entourant l'environnement.

Et il n'est jamais trop tôt pour participer et être conscientisé aux enjeux sociaux mondiaux, selon le Comité Espace jeunesse. A preuve, 2500 jeunes du primaire ont réfléchi à la part qu'ils peuvent prendre dans le monde à partir de la légende amérindienne du colibri, l'histoire d'un oiseau qui a décidé de faire sa part pour éteindre un feu de forêt en transportant de l'eau dans son bec, une goutte à la fois, inspirant ainsi tous les autres animaux à faire aussi leur part. Les jeunes ont ensuite inscrit sur une goutte d'eau une chose qu'ils peuvent et veulent faire pour s'impliquer dans leur monde d'une façon ou d'une autre.

« Lire tous ces mots, c'est une

vraie bouffée de fraîcheur ! se réjouit M^{me} Vanasse. On se perd parfois dans des concepts idéologiques, ou on se sent happé par l'apathie parce que ça va trop mal dans le monde, mais avec les enfants, on revient à l'essentiel. »

Toutes ces gouttes d'eau seront assemblées par un artiste pour former deux colibris géants dans l'Espace jeunesse du Forum. Les enfants de 5 à 11 ans sont d'ailleurs invités à participer au Forum pour les enfants durant le FSM, spécialement conçu pour eux avec des ateliers, des activités d'arts et une minimarque.

Les jeunes durant le Forum

L'espace réservé aux jeunes ne manquera pas durant le Forum. Un lieu physique et une programmation leur seront spécifiquement consacrés du 9 au 14 août, alors qu'un grand chapiteau sera érigé sur l'esplanade Clark, entre les rues Sainte-Catherine et Maisonneuve.

Le Comité Espace jeunesse

a aussi créé quatre parcours distincts en pigeant dans la vaste programmation de plus de 1500 activités du FSM : Jeunesse et participation citoyenne, Relation des jeunes avec la Terre, Solidarité des jeunes en réponse aux inégalités et Autres enjeux jeunesse, recoupant pour sa part des thèmes comme la cyberviolence, les réfugiés, les questions de genre, la santé reproductive et maternelle ou encore l'éducation. Grâce à ces quatre parcours, les jeunes pourront rapidement trouver un « menu » d'activités et d'ateliers répondant à leurs intérêts particuliers.

Chacun des ateliers participatifs et collaboratifs se soldera par un manifeste présentant des pistes d'action sur les principaux enjeux discutés. Tous ces manifestes seront ensuite nommés à la Tribune de la jeunesse, le 12 août, dans un grand coup d'éclat pour que la voix des jeunes soit entendue.

Beau hasard, le 12 août est aussi la Journée internationale de la jeunesse. Un grand spec-

tacle de hip-hop et de slam engagé sera aussi présenté gratuitement le 12 août au Métropolis pour souligner cette journée particulière.

Des jeunes inspirants donneront aussi des conférences au Forum, dont Bertita Caceres, fille de Berta Caceres, militante assassinée au Honduras cette année, qui poursuit la lutte de sa mère pour les droits des femmes et des autochtones. Notons aussi la présence d'Eduardo Taddeo, un rappeur brésilien vivant dans la criminalité et la violence au quotidien, ainsi que de l'Innu Melissa Mollen-Dupuis, entre autres impliquée dans le mouvement *Idle No More*.

Le Sommet Jeunes et inégalités, auquel participeront 300 jeunes leaders venus des quatre coins du monde pour l'occasion, aura aussi lieu les 10 et 11 août dans le cadre du FSM. S'inscrivant dans l'Espace jeunesse, ce sommet visera à articuler et à canaliser les propositions des jeunes afin de combattre les inégalités extrêmes.

« Les enjeux sociaux peuvent paraître très théoriques, mais ça devient pratique au Forum, fait valoir Elsa Mondésir. On a l'occasion de se mettre en action, d'être exposé aux erreurs du passé et d'être au cœur de la solution comme tous les groupes d'âges en proposant nos idées. Il y a des jeunes qui sont en train de faire bouger les choses d'une manière extraordinaire, au CEJ. »

Selon la militante, participer au Forum est l'occasion parfaite pour les jeunes de démontrer par l'action leur engagement et leur valeur. « Il y a beaucoup d'outils mis en place dans nos sociétés pour que les jeunes soient de plus en plus entendus et représentés, mais de façon générale, ça reste encore trop symbolique, déplore Elsa Mondésir. Même si on veut que les jeunes participent aux projets, on a moins le goût de les entendre quand vient le temps de prendre de vraies décisions. »

L'environnement toujours central dans la contestation

BORIS PROULX

L'édition 2016 du Forum social mondial (FSM) ne fera pas exception à la tradition

de ces rencontres citoyennes internationales : l'environnement y tiendra toujours un rôle central. Malgré les avancées notables du sujet dans les sphères politiques et diplomatiques, l'environnement demeure une force de mobilisation de la société civile incontournable. La convergence des luttes devrait avoir, cette année, une touche locale avec la critique des projets de pipeline de TransCanada et du pétrole d'Anticosti.

Force est de constater que le monde a changé au fil des années et des Forums sociaux. L'environnement s'invite de plus en plus dans les campagnes électorales et dans les grandes discussions des chefs d'Etat internationaux. La société civile est plus que jamais mobilisée sur cette question, à en croire la multiplication des organisations de défense de l'environnement et l'émergence de conférences thématiques sur l'environnement qui ont découlé du FSM. Roger Rashi, militant social et coordonnateur des campagnes chez Alternatives, a participé à plusieurs de ces conférences. L'environnement n'est pas, selon lui, près de disparaître du débat public. « Je crois que le thème est plus central que jamais. »

Selon lui, les gouvernements ne sont pas au

VOIR PAGE F 11 : ENVIRONNEMENT

2016
FORUM SOCIAL MONDIAL

Aqoci
Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

AGISSONS

AVEC LES MILITANTES ET LES MILITANTS
PARCE QU'UN AUTRE MONDE EST NÉCESSAIRE,
ENSEMBLE IL DEVIENT POSSIBLE.

environnement
droits humains
jeunesse

solidarité internationale
inégalités

féminisme
extractivisme...

aqoci.qc.ca

Un thème incontournable du FSM

Chico Whitaker, l'un des organisateurs du tout premier Forum social mondial, à Porto Alegre, au Brésil, retient de cette rencontre les balbutiements de la convergence des luttes, combinant environnement et causes sociales. L'intégration des droits autochtones, par exemple, est caractéristique de ce « nouvel écologisme » du XXI^e siècle. « Avant, ce n'était que les excentriques qui parlaient de ça », se souvient l'intellectuel brésilien, joint à son domicile de São Paulo.



ALEXANDRE SHIELDS LE DEVOIR

La convergence des luttes devrait avoir, cette année, une touche locale avec la critique des projets de pipeline de TransCanada et du pétrole d'Anticosti.



UN VÉLO INUTILISÉ AU NORD PEUT CHANGER DES VIES AU SUD

Cyclonordsud

RECYC-QUÉBEC
Québec

FORUM SOCIAL MONDIAL

Un autre monde numérique est possible

BORIS PROULX

Le comité des «libristes» du Forum social mondial (FSM) de Montréal entend propager l'idée qu'il est possible d'émanciper la planète du joug de ces entreprises qui verrouillent leurs codes informatiques et qui génèrent un profit sur les informations personnelles de leurs usagers. À l'heure où l'information peut être copiée à l'infini et à coût pratiquement nul, les lois protégeant la propriété intellectuelle sont contestées par les militants, qui rêvent à l'émergence d'un monde où le savoir se transmet sans barrières. Entre-temps, les solutions «libres de droits» émergent un peu partout, mais sont encore plutôt méconnues, même des autres militants.

La liberté, version numérique

Rares sont ceux qui n'ont pas encore intégré la technologie dans la routine quotidienne. Ordinateurs, tablettes et téléphones intelligents sont nos compagnons de tous les jours, tout comme les réseaux sociaux numériques et les services de divertissement comme Netflix ou Spotify.

«Comme on fait attention à ce qu'on mange, je crois qu'il faut aussi faire attention à la technologie qu'on consomme, pour que ça respecte l'écosystème numérique», apporte comme comparaison Marianne Corvellec, militante du logiciel libre. Tout comme elle n'ingère «pas que

du bio», elle croit qu'il est bien normal d'utiliser des logiciels propriétaires. Toutefois, à mesure que l'informatique prend une place prépondérante dans nos vies, nous sommes en droit d'exiger d'y avoir accès, de pouvoir bidouiller ses codes et de s'appropriier, finalement, l'outil. «[Les entreprises] mettent des verrous sur la technologie. C'est aussi un verrou économique», explique celle qui est aussi membre du conseil d'administration d'APRIL, un organisme français chargé de la promotion et de la défense du logiciel libre. «Je veux que l'informatique émancipe. Pas qu'il restreigne.»

Marianne Corvellec prendra la parole à la grande conférence sur le logiciel libre intitulée «Un autre monde numérique est nécessaire: avec le logiciel libre, il devient possible!». Elle partage le podium avec l'une des sommités mondiales du domaine du logiciel libre, Richard Stallman. Président de la Fondation Free Software, aux États-Unis, Stallman est derrière le développement de GNU/Linux et du concept de «copyleft», un pied de nez au droit d'auteur («copyright») sous forme de licence permettant l'utilisation, la copie et la modification de son œuvre, à la condition de maintenir ces privilèges pour le suivant.

La révolution sera numérique ou ne sera pas

La philosophie des «libristes» est résolument antisystème: le rêve d'un univers dans lequel aucune barrière



ISTOCK

La philosophie des «libristes» est résolument antisystème: le rêve d'un univers dans lequel aucune barrière n'empêche l'accès au savoir humain, aux logiciels, à la culture et à la conception du matériel.

n'empêche l'accès au savoir humain, aux logiciels, à la culture et à la conception du matériel. Le tout serait accessible, gratuit et prêt à être amélioré par la communauté. L'idéal n'est d'ailleurs pas limité au monde niché des programmeurs et «geeks» du Web, mais concerne tous les utilisateurs du numérique. «C'est un véritable mouvement politique qui va bien au-delà de la technique, explique Marianne Corvellec, qui précise son côté militant: il faut se battre contre le modèle américain des brevets.» Selon elle, la protection de la propriété intellectuelle nuit à l'innovation, et non l'inverse. «Certaines compagnies qui en ont les moyens financiers et juridiques peuvent déposer des brevets en masse [aux États-Unis] uniquement pour étouffer les jeunes pousses.» Si la société profitait des avantages d'un système libre bien établi, encore faudrait-il le favoriser en choisissant des logiciels libres pour les ordinateurs de nos gouvernements et du système public, avance-t-elle.

Au Québec, ce combat est

mené par l'organisme sans but lucratif FACIL, qui fait notamment la promotion du «pacte du logiciel libre», qui demande aux députés à l'Assemblée nationale de «respecter les standards ouverts dans l'administration publique et dans la livraison des services en ligne». Mathieu Gauthier-Pilote, président du FACIL, n'a pas de mots tendres à l'endroit de ceux qu'il qualifie de «géants pernicious du numérique», comme Apple, Microsoft et autres Facebook. «Google, par exemple, utilise des logiciels libres afin de collecter notre information personnelle. D'autres utilisent les DRM [gestion numérique des droits], comme Apple. Quand tu achètes un vrai livre, tu peux le prêter, le revendre. Pas chez iTunes!»

Selon Mathieu Gauthier-Pilote, il existe plusieurs «courants libres», politiquement tant de gauche que de droite. Certains, plutôt extrêmes, ne reconnaissent aucun droit d'auteur. Ce sont ceux derrière le partage illégal de musique et de films via le protocole BitTorrent, par exemple.

«Le courant modéré favorise plutôt les licences libres comme les Creative Commons.» En attendant la grande réforme du droit d'auteur, qui va peut-être venir rééquilibrer les droits de chacun, auteurs comme consommateurs, ce courant «modéré» dont il se réclame encourage le développement du logiciel libre, une «troisième voie»: ni piratage ni système.

Faire connaître le militantisme numérique... aux militants

Le logiciel libre souffre toutefois d'un manque de reconnaissance du public. «On est un peu comme les écologistes dans les années 1960», fait comme comparaison Mathieu Gauthier-Pilote. «On n'est pas à l'étape où c'est tenu pour acquis que nos comportements doivent changer, encore moins à celle de la connaissance des solutions de rechange.»

Ce mal touche même les militants, engagés dans les causes sociales ou environnementales. «Même le Forum so-

cial mondial n'utilisait pas des logiciels libres», se désole le libriste, qui a constaté l'usage généralisé de Google, Facebook ou Skype dans l'organisation du Forum.

Faire valoir le rôle du logiciel libre dans la convergence des luttes est aussi un défi pour Marianne Corvellec, plus habituée à prendre la parole devant des spécialistes du milieu technologique et souvent déjà acquis à la cause. Elle conclut en citant la chanteuse et activiste sociale Bernice Johnson Reagon: «Si vous êtes trop à l'aise dans une coalition, c'est que ce n'est pas une coalition assez large!» Bref, il est temps d'aller chercher de nouveaux alliés.

Comme petite victoire, les libristes ont fait germer l'idée d'utiliser des logiciels libres pour l'organisation des prochains forums. En attendant, il sera possible de les consulter lors d'un atelier destiné à aider le public et les participants du FSM à se familiariser avec ces logiciels.

Le Devoir

Activités présentées par la Fondation Rosa Luxemburg au Forum Social Mondial 2016 à Montréal

CHANGER LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT

11 août, 18:00-20:00, Salle Marie Gérin-Lajoie
Naomi Klein, auteure et militante
Maité Llanos, Trade Unions for Energy Democracy
Anne Céline Guyon, Stop Oléoducs
Tadzio Müller, Fondation Rosa Luxemburg (FRL)
Clayton Thomas-Muller, 350.org
Introduction par Stefanie Ehmsen et Roger Rashi

LA JUSTICE CLIMATIQUE APRÈS PARIS

10 août, 13:00-15:30, UQAM, RM-130
Tadzio Müller, Tetet Lauron, Sabine Minninger, Kamal Lahbib, Stefanie Ehmsen

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: UN DÉFI POUR LE SUD

11 août, 16:00-18:00, UQAM, RM-130
Ibrahima Thiam, Alina Saba, Carolina Vallejo, Hamza Hamouchene, Tadzio Müller

LA LUTTE POUR LA SURVIE DE LA VILLE MONDIALE

12 août, 9:00-11:30, UQAM, RM-130
Shivani Chaudhry, Toñi Vasquez, Facundo Filippo, Gün Tank, Kazembe Balagun

CONFLITS FRONTALIERS ET DROITS DES MIGRANTS DANS UNE PERSPECTIVE GLOBALE

12 août, 13:00-15:30, UQAM, RM-130
Bilal Aljoughari, Gerda Heck, Rosa Nelly Santos, Mostafa Henaway, Stefanie Kron

Débat:

UN AUTRE INTERNET EST POSSIBLE: RENCONTREZ LES FAI PROGRESSIFS DU MONDE ENTIER 12 août, 9:00-11:30, McGill, Local W220,
Anne Roth, Nicholas Merrill, Alfredo López, Enrique Rosas, Mallory Knodel, Angela Isphording

Ateliers à l'Université McGill, Pavillon des Arts, organisé par Enrique Rosas:

AU-DELÀ DU COPYLEFT: L'ÉGALITÉ ET LA RÉCIPROCITÉ EN PARTAGEANT NOS CRÉATIONS 9 août, 10:45-12:30, Ferrier 230

PARTAGER VOTRE CRÉATIVITÉ À TRAVERS DE MEDIAGOBLOIN 9 août, 13:45-15:00, Arts 230

AMPLIFIER LE SUD: LA RADIO COMMUNAUTAIRE POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES DROITS DE L'HOMME 11 août, 9:00-11:30, L. W5

COOPÉRATION COLLECTIVE AVEC OWNCLLOUD 11 août, 13:00-15:30, L. W5

MEXCLA: COMMUNICATION BILINGUE EN LIGNE ASSISTÉE PAR UN.E INTERPRÈTE 12 août, 13:00 - 15:30, L. W220

Organisées avec Alternatives
Traduction simultanée en français, anglais et espagnol

FONDACTION, UN FONDS DE TRAVAILLEURS ENGAGÉ EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU QUÉBEC

Créé il y a 20 ans, Fondation contribue au maintien et à la création d'emplois de qualité. Il recueille de l'épargne-retraite auprès des Québécoises et Québécois pour l'investir dans des projets visant des retombées économiques, sociales et environnementales positives pour le Québec.

Contribuez vous aussi à donner du sens à l'argent en choisissant Fondation.

fondaction.com

FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

Plus d'informations
www.rosalux-nyc.org/wsf

Contact presse
horn.claudia@rosalux-nyc.org

FORUM SOCIAL MONDIAL



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pour le mouvement syndical, les accords de libre-échange risquent fort d'affaiblir le système de santé. « Nous, nous voulons préserver notre système universel ouvert à tous », explique Pierre Soucy, vice-président des affaires sociales du SCFP-Québec.

TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE

Des ententes néfastes pour notre santé

Les traités de libre-échange que le Canada s'apprête à signer avec l'Europe et les pays du Pacifique seront-ils à notre avantage? Non, répondront les intervenants du Forum social mondial.

CLAUDE LAFLEUR
Collaboration spéciale

Catherine Habel, médecin résidente en santé publique, a observé que, lors des deux précédentes éditions du Forum social mondial auxquelles elle a participé, on traitait peu de santé « même si on parlait beaucoup d'enjeux liés à la santé », dit-elle. En conséquence, elle a pris part à l'organisation du Forum de Montréal. « Je suis surtout là pour faciliter les discussions et les échanges, précise-t-elle, afin que tout le monde se mobilise en faveur de la santé. »

C'est ainsi que dans le cadre du présent Forum se tiendra le volet Santé et libre-échange, qui comporte deux ateliers: l'un organisé par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Québec) et l'autre par le Mouvement populaire pour la santé.

« Je sais que c'est complexe et que les gens s'en balancent pas mal, mais c'est très important qu'on prenne tous conscience des dangers que nous font courir ces accords de libre-échange »

Pierre Soucy, vice-président aux affaires sociales au SCFP-Québec

« Nous parlerons des conséquences de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne ainsi que de l'Accord de partenariat transpacifique », indique Pierre Soucy, vice-président des affaires sociales du SCFP-Québec. Nous considérons que ce genre d'ententes est réellement néfaste pour notre système de santé, puisqu'il favorise la privatisation des services. »

Cet atelier réunira non seulement des représentants du SCFP, mais également Adrienne Silnicki de la Canadian Health Coalition, Pierre-Yves Serinet du Réseau québécois sur l'intégration continentale, Emma

Woodford du Health and Trade Network, et Leigh Haynes du People's Health Movement.

Ce dont on devrait se préoccuper

« Je sais que c'est complexe et que les gens s'en balancent pas mal, déplore M. Soucy, mais c'est très important qu'on prenne tous conscience des dangers que nous font courir ces accords de libre-échange. Ce sont donc des enjeux complexes que nous allons tenter de vulgariser. »

Le représentant syndical estime ainsi que les ententes que l'on prévoit conclure avec l'Europe et les pays bordant le Pacifique favorisent avant tout

les multinationales plutôt que les PME, qui sont le fer de lance industriel du Québec. « Et pourquoi conclure un traité de libre-échange avec l'Europe, alors que le commerce se fait allègrement de part et d'autre de l'Atlantique? »

Pour le mouvement syndical, de tels accords risquent fort d'affaiblir notre système de santé. « Nous, nous voulons préserver notre système universel ouvert à tous, dit-il. Dans notre atelier, nous allons donc faire état des conséquences pour les travailleurs et travailleuses de ces accords, et bien sûr, pour les usagers aussi. »

Pour sa part, Catherine Habel voit dans le Forum une formidable occasion d'élargir la vision qu'on se fait des enjeux de santé. « Pour avoir participé à deux éditions du Forum social mondial, dit-elle, ce que je trouve passionnant, c'est justement la variété des points de vue qu'on y trouve. »

« Cela me permet de confronter mon point de vue de médecin, concernant des enjeux de santé, à celui de gens qui ont davantage une expérience de terrain et qui ne voient pas nécessairement les choses avec des yeux de santé. »

Néolibéralisme: le mal de notre époque

Depuis les années 1980, nous vivons à l'ère du néolibéralisme et, comme le relate le sociologue en sciences politiques Ron Labonté, on constate à présent les conséquences de l'application de cette théorie économique.

CLAUDE LAFLEUR
Collaboration spéciale

« Ce que nous observons actuellement, à l'échelle de l'économie planétaire, repose sur le concept du néolibéralisme, c'est-à-dire sur un ensemble de principes et de politiques économiques qui stipule que la meilleure façon d'apporter la richesse au plus grand nombre, c'est le libre marché et le libre-choix des individus dans une économie aussi peu réglementée que possible. Or, on le constate, le néolibéralisme a totalement échoué! »

Voilà le constat que dressera Ronald Labonté, sociologue en santé publique et en sciences politiques, à l'occasion de la grande conférence qu'il prononcera au Forum social mondial.

Ce professeur enseigne à l'École d'épidémiologie, de santé publique et de médecine préventive de l'Université d'Ottawa, où il dirige également la Chaire de recherche sur la mondialisation et la santé. À ce titre, il étudie l'impact des politiques économiques sur la santé.

Tyrannie des gouvernements ou du « 1% »?

Le concept du néolibéralisme est apparu dans les années 1940, sous l'impulsion d'économistes tels que Milton Friedman, de l'École des sciences économiques de Chicago, rappelle Ronald Labonté. « L'idée de laisser libre cours au marché et aux individus, comme étant la meilleure façon de favoriser le développement économique, vient de ce que certains craignent avant tout la tyrannie des gouvernements », explique-t-il. Il faut aussi dire que certains des penseurs du néolibéralisme avaient connu l'oppression stalinienne. « On comprend donc un peu leurs craintes », admet le chercheur. En outre, ceux-ci considéraient que l'économie est une sphère d'activité trop complexe pour être gérée par des politiciens et qu'il valait mieux laisser faire les marchés.

« Le néolibéralisme n'a été qu'une théorie jusqu'aux années 1970-1980 », fait remarquer Ronald Labonté. Or, à l'époque, il y avait une forte inflation ainsi que d'importants taux de chômage alors que le monde galopait d'une crise économique à l'autre. C'est dans ces circonstances que cette théorie s'est

imposée, particulièrement à la suite de l'élection de gouvernements de droite dans trois des grandes puissances économiques que sont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Et depuis cette époque, on assiste à une prodigieuse concentration de la richesse dans les mains d'une poignée d'individus, le fameux 1% des plus riches. « Une foule d'études montrent clairement que l'apparition de ce 1% découle directement des politiques néolibérales, rapporte M. Labonté. C'est ainsi que cette théorie a totalement échoué dans ce qu'elle devait faire, à savoir répartir la croissance économique au plus grand nombre possible. »

On observe même que les pays qui ont connu la plus forte croissance sont justement ceux qui n'ont pas appliqué les politiques du néolibéralisme, notamment les pays du Sud-Est asiatique, « qu'on qualifie de tigris économiques », souligne ironiquement le P^r Labonté.

Dévalorisation du travail

Concrètement, au cours des quarante dernières années, on a assisté à une baisse systématique des taxes et des impôts prélevés par nos gouvernements, les pays étant mis en concurrence les uns contre les autres sur le plan purement économique. « Les sommes qu'on récolte à présent sous forme de taxes et d'impôts sont dérisoires par rapport à ce qu'on prélevait autrefois », constate le chercheur, ce qui affaiblit d'autant nos gouvernements et appauvrit les populations.

« Dans les faits, le néolibéralisme — c'est-à-dire la libéralisation des marchés — a tout droit conduit à la catastrophe financière de 2008, poursuit-il. Et voilà que maintenant — le néolibéralisme ayant échoué —, on nous impose des mesures d'austerité qui nous appauvrissent davantage! »

Il s'en suit qu'on assiste un peu partout à travers la planète à des révoltes et à des crises humanitaires majeures. C'est ainsi qu'on dénombre actuellement 65 millions de réfugiés et de déplacés, note M. Labonté, soit davantage qu'en toute autre époque de l'histoire de l'humanité.

Une autre conséquence du néolibéralisme a été l'instauration d'une économie basée sur

VOIR PAGE F 12 : MAL



GREG BAKER AGENCE FRANCE-PRESSE
Une des conséquences du néolibéralisme a été l'instauration d'une économie basée sur le capital et la finance, et non plus sur le travail.



« Nourrir pour faire grandir cette solidarité. Celle d'ici et celle que nous bâtissons sur d'autres continents. »

UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
Développement international



Pour des soins à échelle humaine

66 000 PROFESSIONNELLES EN SOINS QUI ONT À CŒUR LE SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIC

fiq

FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

100% PROFESSIONNELLES EN SOINS

fiqsante.qc.ca

FORUM SOCIAL MONDIAL

COMMERCE ÉQUITABLE

Une pratique imparfaite, mais toujours pertinente

Ses produits certifiés seront vendus lors de la Foire Écosphère, les 13 et 14 août au parc Jarry, et il fera l'objet d'une douzaine d'activités lors du Forum social mondial de Montréal. Portrait du commerce équitable en 2016.

ETIENNE PLAMONDON EMOND
Collaboration spéciale

« Un autre monde est possible avec le commerce équitable », lance Antonia Rodriguez Medrano, fondatrice de l'Asociación Artesanal Boliviana Señor de Mayo (ASARBOLSEM), jointe par téléphone en Bolivie. En 1989, elle a créé cette association pour permettre à des personnes marginalisées de travailler. À ses yeux, le commerce équitable a donné une occasion aux femmes de son association, particulièrement aux autochtones, de devenir autonomes. Certifiées par l'Organisation World Fair Trade, les vêtements et l'artisanat conçus par ses 146 membres sont vendus en Italie, en Grande-Bretagne, en Suisse et au Canada. Le prix de vente permet une meilleure rétribution des membres, en plus du versement d'une prime équitable destinée au développement de la collectivité.

Invitée par le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) au FSM de Montréal, M^{me} Rodriguez Medrano participera à un témoignage croisé de partenaires internationaux sur la question le 11 août prochain, à la Maison du développement durable. « Nous ne sommes pas une grande entreprise ou un grand joueur économique. Nous devons nous soutenir entre le Nord et le Sud. Comme producteurs, nous avons besoin des consommateurs. Et les consommateurs ont besoin de nous pour avoir des produits biologiques, écologiques, d'une grande valeur et faits avec cœur », dit-elle. Le commerce équitable demeure pour ASARBOLSEM une planche de salut dans le secteur du textile, où la concurrence mondiale à bas prix demeure forte.

Dans le vêtement, cette démarche reste peu répandue, entre autres en raison des étapes de transformation, souligne Lis Suarez, fondatrice de FEM International, un organisme soutenant l'entrepreneuriat féminin dans le domaine du textile. Le 11 août, à la Maison du développement durable, elle organisera un défilé de mode éthique. Elle observe un « momentum » autour de la question depuis le décès de plus de 1000 travailleurs dans l'effondrement du complexe

Rana Plaza, à Dhaka au Bangladesh, en avril 2013. « Les consommateurs sont conscients, mais encore sensibles au prix », constate-t-elle.

Impacts et limites

Les répercussions positives du commerce équitable sont manifestes dans les collectivités impliquées, souligne un rapport publié par Equiterre en avril dernier. Une hausse du revenu, une amélioration des produits, un meilleur accès à la formation, un développement plus considérable de la collectivité, une autonomisation des organisations, ainsi qu'une meilleure protection de la biodiversité, des sols et des cours d'eau figurent parmi les impacts observés de manière généralisée dans les études sur le sujet. En revanche, le rapport notait que l'effet du commerce équitable demeurerait limité en ce qui concerne la réduction des inégalités femmes-hommes et l'intégration des producteurs les plus marginalisés.

« Ça demeure pertinent, le commerce équitable, mais ce n'est pas parfait », reconnaît Dario Iezzoni, président de l'Association québécoise du commerce équitable (AQCE). « C'est utopique de penser que le commerce équitable va tout régler tout de suite », commente Murielle Vrjns, chargée de projet chez Equiterre. Il faut que le système s'établisse et fonctionne. Il faut des consommateurs, des coopératives et une roue qui tourne. Plus il y aura de coopératives, plus il y aura de sensibilisation et plus on pourra rejoindre ces producteurs marginalisés. »

Après avoir constaté que les femmes ne représentaient que 25% des exploitants agricoles et travailleurs directement impliqués avec elle, Fairtrade International s'est dotée cette année d'une stratégie d'égalité entre les genres. M. Iezzoni souligne que le Symbole des petits producteurs (SPP) — ou Símbolo de Pequeños Productores — a auparavant poussé « plus loin » les standards en la matière.

Ce n'est pas le seul enjeu où le SPP a changé la donne. Apparue en 2010 en Amérique centrale, cette certification a été lancée à l'initiative des producteurs du Sud, contrairement aux autres dirigés depuis le Nord. La Brûlerie Santropol, établie à Montréal, a adopté le SPP pour ses pro-

duits. « On voyait d'un bon œil que les petits producteurs du Sud s'organisent, car ils avaient parfois des produits qui étaient équitables et biologiques, mais pour lesquels ils ne pouvaient pas se payer une certification », remarque Katina Binette, vice-présidente de l'AQCE. Le SPP vise du même souffle à stimuler le commerce équitable à l'intérieur même des pays du Sud. L'apparition de ce nouveau joueur ne s'est pas faite au détriment de Fairtrade International, qui compte aujourd'hui 1,65 million de producteurs et travailleurs affiliés, soit 450 000 de plus qu'il y a cinq ans.

Au bout de la chaîne

Après un envol fulgurant entre 2000 et 2010, le commerce équitable a traversé des turbulences au Québec au début de la présente décennie. L'ONG Plan Nagua, fort actif dans le domaine, a fait faillite en 2011. En 2012, Oxfam-Québec a mis un terme aux activités d'Equita, qui distribuait une grande variété de produits équitables. Les mesures de l'ancien gouvernement Harper en matière de développement international, dont l'abolition des fonds consacrés à l'engagement du public, ont mis à mal des activités liées à ce secteur chez certaines ONG.

Entre 2009 et 2013, les ventes canadiennes des produits certifiés Fairtrade sont passées de près de 320 millions à moins de 250 millions. La confiance dans les organismes de certification équitable a chuté entre 2011 et 2014, passant de 50% à 37%, selon le Baromètre de la consommation responsable de l'Observatoire de la consommation responsable.

Dans ce contexte, les acteurs québécois du commerce équitable, les plus militants tout comme les grandes entreprises, se sont regroupés pour former l'AQCE. « On a décidé de se fédérer autour d'enjeux communs. On avait davantage à perdre à débattre des détails de mise en œuvre plutôt que de promouvoir des principes », raconte M. Iezzoni.

Le commerce équitable réalisé par des multinationales suscite parfois des débats dans un domaine cherchant à proposer une solution de rechange au modèle économique dominant. L'AQCE, qui compte aujourd'hui 35 organisations membres, les accueille favorablement dans leur mouvement inclusif si les standards respectés sont élevés. Keurig Canada est d'ailleurs

membre en raison de ses produits Van Houtte certifiés Fairtrade. La démarche doit surtout, selon M. Iezzoni, respecter l'« essence du commerce équitable », qui est « de créer un lien direct avec les petits producteurs, s'engager à long terme avec eux, s'assurer de ne pas les maintenir dans une relation de dépendance et payer le juste prix ».

La confiance envers les certifications équitables dans le Baromètre de la consommation responsable s'est redressée en 2015 à 51%. Les ventes de Fairtrade Canada sont remontées en 2014 à leur niveau de 2009 pour ensuite atteindre 354 millions en 2015. Equifruit affirme que ses ventes de bananes équitables au Québec et en Ontario ont triplé dans les trois dernières années. L'AQCE estime le chiffre d'affaires actuel de ses membres dans le commerce équitable au Québec à 50 millions.



Antonia Rodriguez Medrano, fondatrice de l'Asociación Artesanal Boliviana Señor de Mayo (ASARBOLSEM)

DÉVELOPPEMENT ET PAIX CÉLÈBRE 50 ANS DE SOLIDARITÉ !

Rejoignez-nous au Forum Social Mondial pour bâtir un monde de justice* !

1. Nos rivières et nos montagnes ne sont pas à vendre : des communautés se battent pour la justice écologique

Mercredi 10 août, 9h à 11h30

2. Laudato Si' : une invitation au changement

Mercredi 10 août, 13h à 15h30

3. Comment influencer les décideurs : outils et stratégies par et pour les jeunes

Jeudi 11 août, 9h à 11h30

4. L'agroécologie au service de la planète

Vendredi 12 août, 9h à 11h30

* Salle M-050, Pavillon Hubert Aquin (A) Université du Québec à Montréal

Nous co-animons également d'autres activités en collaboration avec des organisations participantes.

VENEZ NOMBREUX !

Ensemble, nous avons le pouvoir d'agir.

ENVIRONNEMENT

SUITE DE LA PAGE F 8

diapason de l'opinion publique concernant l'environnement, citant pour preuve le projet de pipeline Énergie Est, appuyé par Justin Trudeau, et les forages à Anticosti, projet du gouvernement du Québec. « La COP21 [conférence de Paris de 2015 sur le climat] a officialisé certaines avancées, comme l'idée d'une limite sur le réchauffement, l'ambition d'aller vers un monde sans hydrocarbures et le concept de "transition juste". Mais on n'y accorde pas de moyens financiers sérieux », analyse Roger Rashi. Il avance que la question de l'environnement est liée à de nombreuses causes, des conflits mondiaux jusqu'à la lutte pour la justice sociale, en passant par les revendications autochtones. « Bien sûr, [le Forum] parle d'autres causes. Mais l'environnement reste un thème central qui relie toutes ces autres causes. »

Comme le théorise la journaliste canadienne Naomi Klein dans son dernier documentaire engagé, *Tout peut changer*, le problème environnemental est intimement lié au système capitaliste. Naomi Klein sera d'ailleurs du Forum en tant qu'invitée d'honneur de la grande conférence intitulée « Changer le système, pas le climat ». Dans un courriel, elle se réjouit du « grand honneur » de pouvoir participer au Forum social mondial dans sa ville natale, 16 ans après sa toute première participation. « Depuis une décennie et demie, le FSM a été un espace vibrant et déterminant pour que les mouvements sociaux du monde puissent partager des idées et des stratégies sur nos plus pressants défis. C'est là où nous pouvons tous nous rencontrer. »

Pleins feux sur les environnementalistes québécois

Depuis plus d'un an, Sarah Sultani s'implique dans différents groupes de travail et dans le comité environnement. « C'est comme un deuxième travail », affirme l'éducatrice en environnement. Pour moi, le Forum social mondial est déjà en cours. » Elle a été témoin des rencontres entre

les groupes environnementaux du Québec pour préparer le FSM. « Déjà, la convergence au Québec s'est accélérée grâce au Forum. C'est magique en ce moment, parce que ça nous démontre qu'on peut se rencontrer, s'organiser autrement. »

Les causes environnementales d'ici, en premier lieu la lutte contre les sables bitumineux, le pétrole de schiste et les pipelines, risquent d'acquiescer une part importante des discussions au Forum, dont les participants parviendront en majorité du Québec et du Canada. Ces enjeux trouvent d'ailleurs écho chez nombre de militants engagés dans d'autres causes, dont les causes syndicales, croit Roger Rashi, d'Alternatives. « Le mouvement syndical québécois souhaite tenir des discussions communes sur des questions environnementales, avance-t-il, notant que c'est en particulier le cas pour les jeunes travailleurs. Les mouvements ouvriers pourront profiter de cette convergence des luttes, notamment pour renouveler leur message et pour gagner en popularité auprès d'une nouvelle génération. »

Cofacilitatrice du groupe de travail Mobilisation et relations internationales, Sarah Sultani souligne l'importance d'intégrer l'environnement dans les autres thèmes qui animeront les discussions du Forum. « Le but est de faire le pont entre les causes. On ne veut pas travailler en vase clos ! » Près du quart des 1200 activités du FSM sera d'ailleurs à caractère environnemental, soit abordé de manière principale ou transversale avec d'autres sujets. « Les gens vont se connaître, ça va rendre la lutte environnementale plus intéressante au Québec. C'est comme une école pour changer le monde », conclut Sarah Sultani.

Les citoyens qui souhaitent voir de plus près les activités du Forum en matière d'environnement sont d'ailleurs invités à passer par la place Pasteur, sur la rue Saint-Denis, près de l'UQAM, dans le cadre d'un espace festif et créatif que les organisateurs comparent à un festival ayant pour thème « Les peuples et la planète avant le profit ». Des tables de présentation seront mises à la disposition des participants qui désirent présenter leur organisation ou leurs projets.

Le Devoir



1 888 234-8533
devp.org



Développement
et Paix
CARITAS CANADA

FORUM SOCIAL MONDIAL

Les défis agricoles d'ici et d'ailleurs

PIERRE VALLÉE

Collaboration spéciale

L'agriculture est une activité essentielle à toute l'humanité, puisqu'elle permet de tirer de la terre l'alimentation nécessaire à la survie des êtres humains. On la trouve donc dans toutes les contrées, au nord comme au sud. Si l'agriculture dans les pays émergents et en développement est différente de celle pratiquée dans les pays industrialisés, dans les deux cas, toutefois, des défis se posent, et parfois même se rejoignent.

« Pour bien saisir les enjeux de l'agriculture dans les pays émergents et en développement, il faut d'abord comprendre l'importance économique de l'agriculture pour ces pays, explique André Beaudoin, de UPA Développement international (UPADI). Si, dans les pays industrialisés, l'agriculture représente environ 2% du PIB, ce chiffre est plutôt de 5 à 10% pour les pays émergents et grimpe jusqu'entre 25 et 45% pour les pays en développement. De plus, dans les pays en développement, entre 40 et 60% de la main-d'œuvre nationale se trouve dans le secteur agricole. »

L'un des problèmes qui guettent l'agriculture québécoise est celui de la relève

C'est dire le poids économique de l'agriculture pour ces pays et l'importance d'en assurer non seulement sa pérennité, mais aussi son développement. Mais ce développement se heurte à certains problèmes. « Depuis une vingtaine d'années, la croissance démographique des pays en développement a été plus forte que la croissance agricole. Ceci force ces États nationaux à puiser dans leur coffre afin d'importer des denrées alimentaires, ce qui met encore plus de pression sur leur devise, déjà faible. »

Le second problème est l'accès à la propriété terrienne. « Plusieurs de ces agriculteurs ne sont pas propriétaires de la terre qu'ils cultivent. Ils ne peuvent donc pas la mettre en garantie auprès des institutions financières, ce qui les prive du financement nécessaire à la modernisation de leur ferme. »

Des pistes de solution

L'UPADI a mis en place des programmes, en collaboration avec des organismes locaux, afin d'apporter une solution à ce problème. « Nous venons des paiements anticipés sur la récolte à venir, au début de la saison, afin de permettre à l'agriculteur d'acheter ses intrants, et à la fin de la saison, afin de lui permettre d'écouler sa récolte au moment où il peut en tirer le meilleur prix, d'augmenter ainsi ses profits et de dégager une marge de manœuvre. Une fois la récolte vendue, il rembourse les paiements anticipés, ce qui lui permet de bâtir sa crédibilité auprès des institutions financières, qui finiront un jour par lui faire confiance et lui donner accès au financement nécessaire à son développement. »

Ce programme, aussi louable soit-il, ne peut constituer une solution permanente. « Il faut que ces pays se dotent d'une politique agricole nationale afin de soutenir l'agriculture locale et familiale. Malheureusement, on s'est fait convaincre, là comme ici, que l'État n'a pas à investir dans l'agriculture. Cette absence de l'État a fait en sorte de laisser toute la place aux multinationales, qui, elles, n'hésitent pas à investir en agriculture, au détriment évidemment de l'agricul-



ISSOUF SANOGO AGENCE FRANCE-PRESSE

« Si, dans les pays industrialisés, l'agriculture représente environ 2% du PIB, ce chiffre est plutôt de 5 à 10% pour les pays émergents et grimpe jusqu'entre 25 et 45% pour les pays en développement. De plus, dans les pays en développement, entre 40 et 60% de la main-d'œuvre nationale se trouve dans le secteur agricole », assure André Beaudoin, de UPA Développement international (UPADI).

ture familiale. Il faut renverser la situation. Je crois que la nécessaire adaptation aux changements climatiques amènera les nations, peu importe le stade de leur développement, à repenser le rôle de l'État en agriculture et à mettre en place des politiques agricoles favorisant la biodiversité économique en agriculture et soutenant davantage l'agriculture familiale. »

La relève au Québec

L'un des problèmes qui guettent l'agriculture québécoise est celui de la relève. Et ici, au Québec, tout comme dans les pays en développement, l'accès aux terres agricoles constitue un réel frein. En effet, nombreux sont les jeunes agriculteurs québécois qui peinent à acheter une entreprise agricole.

« La principale raison est le prix élevé des entreprises agricoles au Québec, avance Marie-Eve Arbour, de la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ). Ce qu'on observe au-

jourd'hui sur le terrain, c'est que la valeur marchande d'une terre agricole est supérieure à sa valeur économique, c'est-à-dire à ses actifs. En d'autres mots, le vendeur a l'avantage et peut aller chercher un prix de vente supérieur à la valeur du bien vendu. Pour un jeune de la relève, ce prix de vente gonflé représente un obstacle souvent insurmontable. »

De plus, croit-elle, cette différence entre la valeur marchande et la valeur économique d'une terre agricole ne fait que pousser vers le haut l'inflation et contribue ainsi à la financiarisation des terres agricoles. « Les grandes entreprises, comme Pangea, par exemple, l'ont bien compris, et comme elles ont de puissants moyens financiers, la valeur marchande élevée importe peu. Cela ne fait que pousser à la hausse le prix des terres agricoles et introduit des distorsions dans le marché. Par exemple, un agriculteur qui loue une terre agricole à un voisin sera prêt à déboursier le gros prix pour l'acquérir de peur de la

voir vendue à une grande entreprise. »

Et cette situation touche même la relève apparentée, c'est-à-dire le fils ou la fille qui veut reprendre l'exploitation familiale. « Lorsque la relève apparentée arrive à acheter la ferme familiale, elle réussit à le faire grâce au don des parents, qui peut représenter entre 30 à 60% de la valeur marchande de la ferme. Évidemment, seuls les parents qui ne comptent pas sur la vente de la ferme pour assurer leur retraite peuvent se permettre une telle générosité. »

Une solution à portée de main serait de limiter le nombre d'hectares que peuvent acheter chaque année les grandes entreprises. « En limitant les achats à 100 hectares, ce que propose la FRAQ, on freinerait la montée des prix tout en favorisant le maintien de la ferme familiale. Parce qu'une fois qu'une terre agricole devient la propriété d'une grande entreprise, celui qui l'exploite n'est plus propriétaire, mais devient plutôt une sorte de salarié. »

MAL

SUITE DE LA PAGE F 10

le capital et la finance, et non plus sur le travail. Autrefois, la meilleure façon pour un individu comme pour une société de s'enrichir, c'était par le travail. Or, voici que celui-ci est de moins en moins valorisé, avec pour conséquence que les salaires diminuent et les emplois deviennent de plus en plus précaires, alors que l'enrichissement se fait par placements et transactions purement financières. C'est de cette façon que la richesse se concentre dans les mains d'une minorité de gens, alors que la grande majorité est laissée à elle-même.

De surcroît, l'économie financière ne comptabilise pas ce que les économistes appellent les « externalités » à leurs activités, c'est-à-dire les impacts non comptables de celles-ci, notamment sur la société et sur l'environnement (pollution, appauvrissement, stress, détresse physique et psychologique, etc.). Or, comme le constate Ronald Labonté, à l'heure des changements climatiques, on ne peut plus igno-

rer les impacts « externalisés » de nos activités.

« Le modèle économique que nous appliquons en ce moment est une faillite totale! » tranche-t-il.

Ce chercheur en sciences politiques n'est pourtant pas démodé pour autant ni même pessimiste, puisque des solutions existent. « Si seulement, par exemple, on prélevait une toute petite taxe sur toutes les transactions financières effectuées à travers le monde, on pourrait facilement récolter de 8000 à 9000 milliards par année, ce qui nous permettrait de financer nos programmes de santé et d'éducation, le développement de technologies vertes, notre affranchissement du pétrole et la mise en œuvre d'une économie durable. On n'est donc pas à court de solutions... à condition toutefois de se défaire du joug que l'économie financière nous impose. »

« On a donc de bonnes raisons d'être optimistes, enchaine Ronald Labonté, comme je le relaterai lors de ma présentation au Forum social mondial, car autrement, jamais nous ne parviendrons à nous sortir du marasme économique dans lequel nous sommes plongés. »

« L'idée de laisser libre cours au marché et aux individus, comme étant la meilleure façon de favoriser le développement économique, vient de ce que certains craignent avant tout la tyrannie des gouvernements »

Ronald Labonté, sociologue en santé publique et en sciences politiques

FORUM SOCIAL MONDIAL

DIVERSITÉ, GENRES
ET SEXUALITÉS

Un débat inédit depuis la création du FSM

Pour la 12^e édition du Forum social mondial — soit le plus grand rassemblement altermondialiste à l'échelle planétaire —, accueillie par Montréal, le comité autogéré Diversité, genres et sexualités (DGS), dont le mandat est de promouvoir les enjeux lesbiens, gais, bisexuels, trans*, queer, intersexes, aromantiques et asexuels (LGBTQIA*), a prévu une riche programmation. Ce sera la première fois depuis la création de l'événement, en 2001, que les problématiques et spécificités de ces communautés y seront discutées de façon aussi exhaustive.

ÉMILIE CORRIVEAU
Collaboration spéciale

« Notre objectif, c'est de donner la parole à des gens qui sont marqués par de multiples oppressions, que ce soit par rapport au genre, à la sexualité, à la corporalité, au capacitisme [discrimination fondée sur la capacité physique], etc. », annonce d'emblée Sébastien Barraud, membre du comité DGS.

Formé d'une quinzaine de militants, le groupe a été constitué il y a quelques mois spécialement en vue du FSM. Dans l'esprit de ce dernier, ses membres ont décidé d'articuler leur programmation autour de questions peu abordées dans l'espace public.

« On s'est dit qu'on essaierait pour une fois de ne pas donner la parole à des hommes gais, blancs, cisgenres [personne dont le genre ressenti correspond au genre qui lui a été assigné à la naissance], qui vivent certes toutes sortes de réalités dont il faut discuter, mais qui, selon nous, ont déjà un espace de parole très grand, particulièrement dans les pays occidentaux. Ça se transpose très clairement dans la programmation que nous avons élaborée », précise M. Barraud.

Une fête et trois journées d'échanges

S'échelonnant sur quatre jours, les activités prévues par le comité DGS seront regroupées en trois thèmes, soit la diversité, les genres et les sexualités.

Celles-ci débuteront le mardi 9 août en soirée par une fête d'ouverture donnée au Cabaret Cléo. Plusieurs performeurs et disques-jockeys s'y produiront, et les Sœurs de la perpétuelle indulgence seront présentes pour accueillir les participants.

« On a appelé la soirée Fourrons social mondial ou World Social Foursome, note M. Barraud. C'est un clin d'œil au côté provocateur et burlesque de notre communauté! »

Le lendemain, la journée sera consacrée aux enjeux de diversité. Les différentes réalités des personnes racisées seront alors particulièrement mises en lumière.

« Il y aura plusieurs conférences et ateliers sur le sujet, indique M^{me} Alexandra Picheta, également membre du comité DGS. Ça aura lieu à l'UQAM. »

Une table ronde portant sur les réalités des artistes queer et la représentation des personnes queer dans les médias sera aussi tenue à l'occasion de cette première journée d'échanges.

Le jeudi 11 août, ce seront les questions de sexualité qui seront au cœur des discussions. La journée débutera par une conférence sur l'intersexualité et se poursuivra avec un atelier sur la santé sexuelle des personnes marginalisées.

« Lors de cet atelier, le sociologue Gabriel Girard, qui travaille à l'Université de Montréal, va nous parler de la subjectivation des risques. Nathan Boumendil, qui est un militant français travaillant beaucoup sur les nouveaux outils de prévention, nous parlera pour sa part des enjeux des minorités ethniques et des minorités de genres. Il va aussi nous parler des obstacles structurels auxquels ces minorités font face en matière d'accès aux traitements. Thierry Schafhauser, qui est un militant très connu en France, sera aussi avec nous. Il nous parlera des questions de sexualité pour les travailleurs et travailleuses du sexe », précise M. Barraud.

Lors de cette deuxième jour-

née d'échanges, il sera aussi question de la santé sexuelle des lesbiennes. Valérie Simon, étudiante au baccalauréat à l'Université Concordia, traitera du sujet lors d'un atelier.

« C'est également le 11 août qu'aura lieu notre grande conférence de la semaine, souligne M^{me} Picheta. Elle portera sur la lutte contre l'homophobie à l'échelle internationale. Elle aura lieu en soirée à la Grande-Place du Complexe Desjardins. »

Le vendredi 12 août, ce seront les enjeux des personnes trans qui seront mis en lumière. Les participants discuteront notamment de la neurodiversité chez les individus trans, des difficultés vécues par les personnes trans racisées, des réalités des enfants trans et des pratiques d'inclusion des gens trans dans le monde communautaire.

« La question trans est souvent abordée sous un angle médical; on parle beaucoup d'accès aux traitements et d'accès aux chirurgies, relève Etienne Chamberland, membre du comité DGS. Dans le cadre du FSM, on a voulu éviter de traiter le sujet sous cet angle-là, parce que la réalité des personnes trans est loin de se limiter à ça. »

Un espace sécuritaire

Souhaitant que les personnes minorisées puissent participer à ses activités sans crainte d'être ostracisées, le comité DGS a mis en place plusieurs dispositifs favorisant l'ouverture. Il s'est notamment doté d'une charte de l'espace sécuritaire.

« Le but de la charte, c'est de s'assurer que l'espace soit le plus serein possible pour tous les participants et participantes. On veut être sûrs que les personnes qui vivent déjà énormément de pression et de discrimination dans la vie de tous les jours se sentent à l'aise », explique M^{me} Picheta.

« Les gens qui évolueront au sein de notre espace devront respecter notre charte, sinon, on leur demandera de quitter les lieux, poursuit M. Barraud. On ne peut évidemment pas garantir qu'il n'y aura aucune oppression pendant le Forum, mais avec cette charte, on se dote d'un cadre pour la limiter. »

Dans le même esprit, le comité DGS a veillé à ce que des toilettes non genrées soient accessibles aux participants tout au long du FSM. Ces dernières seront d'ailleurs identifiées clairement sur les plans du Forum.

« C'est très important pour nous, indique M. Chamberland. J'ai souvent été témoin d'incidents dans des toilettes publiques, et nous ne voulions pas que ce genre de chose se produise pendant le Forum. »

Le comité DGS a également prévu un service d'écoute active auquel les participants pourront s'adresser en cas de besoin. Un comptoir santé permettra aussi aux visiteurs d'obtenir des informations sur divers sujets, de se procurer des préservatifs et de discuter avec des intervenants du milieu.

« Les gens qui évolueront au sein de notre espace devront respecter notre charte »



Le comité DGS a veillé à ce que des toilettes non genrées soient accessibles aux participants tout au long du FSM. Certaines institutions, comme l'Université Simon Fraser, à Burnaby en Colombie-Britannique, ont adopté des toilettes neutres pour leurs étudiants.



Le 11 août se tiendra la grande conférence de la semaine, qui portera sur la lutte contre l'homophobie à l'échelle internationale. Elle se tiendra en soirée à la Grande-Place du Complexe Desjardins.

MA PLACE EN SANTÉ,
j'y tiens

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

La privatisation affaiblit
notre réseau public






maplaceensante.com

Retrouvez le CECI au Forum social mondial

et joignez-vous aux 50 000 personnes
d'ici et d'ailleurs engagées
dans la construction d'un monde
durable et solidaire

Assistez aux conférences

COMMERCE ÉQUITABLE

Témoignages croisés
de partenaires
internationaux

**LE 11 AOÛT
DE 12 H À 14 H**

Atrium de la Maison
du développement durable
50, rue Sainte-Catherine O.

LA COOPÉRATION VOLONTAIRE

Comment ça marche
et qu'est-ce que
ça donne ?

**LE 12 AOÛT
DE 13 H À 15 H 30**

Pavillon PK (local PK-R650)
de l'UQAM
201, avenue du
Président-Kennedy



Renseignez-vous sur les 200 postes de volontariat à l'étranger

Visitez le kiosque du CECI
et du programme Uniterra

**LES 10, 11
ET 12 AOÛT
DE 9 H À 18 H**

Espace Solidarité internationale

Pavillon PK de l'UQAM
201, avenue du
Président-Kennedy

**LES 13
ET 14 AOÛT
DE 10 H À 17 H**

Foire ÉCOSPHÈRE

parc Jarry,
près du stade Uniprix
285, rue Gary-Carter

VOUS SOUHAITEZ UN MONDE
PLUS ÉGALITAIRE,



AUGMENTER LE POUVOIR ÉCONOMIQUE
DES FEMMES ET DES JEUNES,



PARTAGER VOS CONNAISSANCES



ET PARTICIPER À DES PROJETS
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?



DEVENEZ VOLONTAIRE
ET FAITES UNE DIFFÉRENCE !



UNITERRA.CA



uniterra
UN PROGRAMME CECI & EUMC



Le programme Uniterra est réalisé grâce à la contribution des Canadiennes et des Canadiens
et avec l'appui financier du gouvernement du Canada accordé par l'entremise du ministère des
Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD).

Canada